



HANTIER(S)



Xi Jinping rencontre V. Poutine au Kremlin en février dernier... De plus en plus de convergences politiques et économiques contre l'impérialisme occidental au sein des « BRICS »

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES
— pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire —

Prix du numéro: 1 Euro - Abonnement: 10 Euros pour 6 n°s - rassemblementcommuniste.org

1€

UN FRONT POPULAIRE DE GAUCHE ANTIFASCISTE, ANTIEUROPEISTE, ANTIATLANTISTE ET ANTICAPITALISTE EST PLUS QUE JAMAIS NECESSAIRE!

EDITO

La percée historique des partis fascistes en Europe et en particulier en France aux européennes, sponsorisée par les médias bourgeois, montre à quel point une gauche conséquente, anticapitaliste, antifasciste, anti-européenne, manque au peuple, désorienté et désespéré dans une large mesure...

Plus que jamais, la nécessité pour les forces communistes et progressistes de se rassembler et d'organiser la lutte contre l'ennemi de classe est aujourd'hui évidente.

L'approfondissement sans limite de la crise du capitalisme financier mondialisé remet à l'ordre du jour les options historiques de la bourgeoisie effrayée : guerres directes ou indirectes de reconquête (Syrie, Ukraine, Centrafrique, ...) qui n'ont jamais été aussi fréquentes et nombreuses de la part des puissances impérialistes US et UE, fascisation dans les urnes mais aussi dans la rue (percée des partis fascistes en Europe, activation par l'impérialisme de mouvements ouvertement fascistes manipulés par les impérialistes en Amérique Latine, en Europe de l'Est, dans nos pays même où les « identitaires » se montrent à présent en milices de type S.A. dans les métros de Lille, Lyon ou Paris !), regain d'islamophobie, de négrophobie, de romophobie, de chasse aux sans papiers dans les pays européens notamment, en France en particulier, « droitisations » de la social-démocratie (dont le rôle a toujours été de tenter de raccrocher une partie des masses laborieuses au capital contre les forces révolutionnaires qui émergent nécessairement dans ces masses)...

Autant il est facile de démasquer l'ennemi et ses stratégies, autant la lutte dans notre camp

pour l'unité reste complexe. La base du RCC a toujours été d'articuler deux nécessités dans le contexte actuel en France :

- **Lutter pour la sortie de l'UE** (ce qui entraînera son implosion immédiate), seule perspective démocratique permettant au peuple

concrètement au sein même du front antilibéral, concentré autour du Front de Gauche. Des intellectuels progressistes de plus en plus nombreux critiquent l'Euro et commencent à théoriser, aux cotés de pans de plus en plus larges des masses de travailleurs écœurés par ces illusions européennes, ce qui il y a quelques années aurait été jugé complètement fou, à savoir la sortie de la zone Euro...

Comme nos camarades de toutes les organisations de la reconstruction communiste, à travers les luttes actuelles mais aussi sur le front électoral, nous voulons participer à cette lutte de plus en plus visible pour mettre à jour les véritables buts de cette construction impérialiste et meurtrière, qui se démasque chaque année davantage.

Oui il faut sortir de cette prison européenne qui détruit les acquis de nos luttes historiques, finance des guerres de reconquête, pousse les masses dans des impasses politiques par déception ou par haine de ceux qui nous trahissent de plus en plus ouvertement !

L'Europe sociale est un mirage qui ne vise qu'à une chose : obtenir d'une manière ou d'une autre notre consentement à cette construction nécessairement impérialiste de plus en plus arrogante et belliqueuse. Et la social-démocratie est un des vecteurs de sa promotion, autant que le promoteur plus ou moins conscient de la montée du fascisme, cette option que le capital financier affolé à l'idée que nous le démasquions nous réserve quand toutes les autres options répressives auront été testées ! Oui plus que jamais il nous faut un Front Populaire de Gauche, antifasciste, antieuropéen, anticapitaliste, car de cette résistance populaire seule pourra émerger l'offensive révolutionnaire qui mettra fin à cette crise du système !



**EUROPE
UNE GRANDE FAMILLE
UNIE POUR GARANTIR LA PAIX!**

français (mais aussi aux autres peuples d'Europe prisonniers de cette construction bourgeoise historique) de choisir la politique qu'il lui faut, condition nécessaire mais pas suffisante donc bien sur.

- **Lutter pour la construction d'un Front Populaire de Gauche**, antilibéral et antifasciste (sur la base du seul front large existant actuellement ; le Front de Gauche, fût-il fragile sur la question de la lutte contre l'UE et ses diktats antisociaux, et sur les questions de l'islamophobie, l'électoralisme)...

On voit bien d'ailleurs que ce front de lutte pour la sortie de l'UE commence à percer

Au sommaire... **P2** - Sortir de l'Euro et de l'UE pour vaincre l'offensive du capital! - **P3** - L'Anschluss ukrainien révèle le potentiel fasciste de l'UE - **P6** - Partenariat transatlantique: Remettre les clés du monde aux banques et aux multinationales - **P7** - Plan Sapin: Pour une Inspection du Travail sage et gentille... - **P9** - Dossier: Le Front de Gauche aux municipales, retour sur une campagne mouvementée! - **P11** - Mansour: Un ancien abstentionniste s'engage! - **P13** - Front de Gauche: L'avenir est à l'auto-nomie d'avec les sociaux libéraux PS et EELV! - **P15** - Actualités anti-impérialistes: Centrafrique, Venezuela

Sortir de l'Euro et de l'U.E., pour stopper et vaincre l'offensive dévastatrice du capital!

Sous l'effet et le prétexte de la crise, tous les partis sociaux-libéraux, écologistes, de droite et d'extrême droite de l'Union Européenne (UE) se sont ralliés aux politiques inspirées par «l'école de Chicago». Celles-ci ont déjà démontré tout leur caractère inhumain dans le Chili de Pinochet, dans l'Argentine des généraux, en Grande-Bretagne et aux USA depuis Thatcher et Reagan, en Allemagne depuis Schröder, en France depuis Sarkozy... C'est la même logique qui a inspiré les « plans d'ajustement structurel » qui martyrisent, et continuent à martyriser, les peuples dans la grande majorité des pays sous domination impérialiste et étranglés par la dette. Barroso a ainsi promis ce 29 mai « au moins dix ans d'austérité et de difficultés ». Ce sont ces politiques de choc auxquelles sont livrées les peuples européens au bénéfice et avec la participation de chaque bourgeoisie nationale tel le MEDEF français qui demande toujours « plus d'Europe ».

L'UE est une union des capitalistes dominée par les USA et l'Allemagne

Ces politiques sont dirigées dans l'UE par et pour les impérialismes les plus puissants, l'Allemagne en tête et en second lieu les pays les plus guerriers de l'UE: la France et la Grande-Bretagne. Malgré des contradictions réelles, ils sont alliés pour l'essentiel aux USA comme le lien à l'OTAN inscrit dans le marbre par le TCE et le projet du TAFTA (cf. article sur ce traité transatlantique en préparation) le montrent. Ceci dévoile la nature réelle de l'UE: un cartel de capitalistes pour obtenir le maximum de profits. Ceci passe par la casse des conquêtes sociales arrachées par la lutte des classes lorsqu'un vaste camp socialiste et de forts Partis Communistes sur des bases de classe existaient. Les peuples sont précipités (les plus frappés étant les peuples de Grèce, Irlande, Espagne, Portugal, Italie, Chypre) dans le cycle infernal où l'endettement justifie l'austérité qui renforce l'endettement...

L'euro en est le ciment monétaire

Le traité de Maastricht, dont l'euro est un des piliers, a été le premier grand coup d'accélérateur de cette politique unique européenne. Les eurocrates nous ont promis « l'euro rempart contre la crise », or les pays les plus touchés sont ceux de la zone euro, « l'euro va limiter l'inflation » or les prix des produits de base flambent et les pouvoirs d'achat s'écroulent, « l'euro va harmoniser » or c'est la concurrence (« libre et non faussée ») la plus acharnée entre travailleurs qui est organisée, dopant le dumping social, en Europe et sur le marché mondial, et alimentant les nationalismes réactionnaires. L'échec, y compris sur des critères bourgeois, de l'euro est tel que ce ne sont plus quelques économistes (Sapir, Nikonoff, Lordon, Maris...) qui prônent la sortie de l'euro mais ce sont désormais plus d'une centaine d'économistes qui l'envisagent.

Comme l'avaient pronostiqué les adversaires de l'euro avant sa création (dont faisait partie le PCF mais pas le FN) contre les européistes, les divergences entre monnaies se sont ainsi muées en divergences encore plus fortes entre les taux d'intérêts imposés aux Etats, qui deviennent alors des prétextes pour saigner les travailleurs et les peuples. Comme la monnaie ne peut plus être dévaluée dans un pays de la zone euro, ce sont de violentes déflations salariales qui sont imposées. L'euro c'est la régression sociale sur toute la ligne!

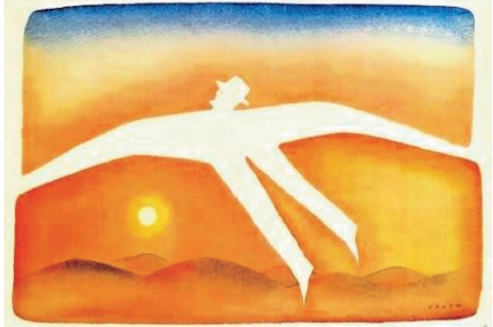
L'UE est une prison des peuples

L'euro fait partie de tout un arsenal d'instruments mis en place pour renforcer cette coalition de capitalistes: BCE, Commission Européenne (CE), Parlement Européen fantoche (pour le vernis démocratique, son inutilité est illustrée par l'inefficacité totale de sa résolution de 2012 contre toute alliance avec le parti ukrainien Svoboda !), TCE, MES, CES... Comme aucun contrôle politique sérieux ne peut se faire à 17 pays capitalistes, l'euro encourage les politiques monétaristes et est un viol permanent des souverainetés populaires. Une ballade, comme le décrit Ruffin du journal *Fakir* dans « Faut-il faire sauter Bruxelles ? », dans le « quartier européen » à Bruxelles ou le reportage d'Arte « Bruxelles business » révèlent la présence permanente et organisée des multinationales capitalistes au sein du « pouvoir européen ». Comme le dit Geoffrey Geuens, maître de conférences à l'Université de Liège, « Lobby c'est encore trop doux : ça suppose que les forces économiques fassent



pression, de l'extérieur. Or, elles guident les institutions de l'intérieur. » Le trust capitaliste UE réduit donc, encore plus qu'au niveau national, le pouvoir à une simple oligarchie. Ainsi, du non-respect des votes des peuples (comme les «non» néerlandais et français en 2005) aux actes de guerre (couper tout fond à Chypre) en passant par les désignations de régents locaux comme en Grèce, Italie,... l'UE montre de plus en plus ostensiblement qu'elle est une prison des peuples dont un slogan a été donné par Barroso ce 29 mai: « Les pays européens peuvent se gouverner eux-mêmes, s'ils suivent les recommandations de la Commission ».

L'Europe c'est l'espoir.



10 JUIN 79
CHOISISSEZ VOTRE EUROPE
COMMUNISME ET EUROPEENNE

Une propagande grotesque qui dure depuis des décennies...

L'Europe n'est pas une « belle idée dévoyée »

Le livre d'Annie Lacroix-Riz « Aux origines du carcan européen » démontre scientifiquement que les cartels capitalistes US, allemands, français ... ont poussé à la création d'une telle « Europe » depuis les années 20. La construction européenne est née de la recherche de profit des Comités des Forges et des Houillères allemandes et français avec la bénédiction et l'aide US. Les archives révèlent que cette « Europe » est née de nombreux liens et accords qui se créent dans les années 20 et 30. Ces liens sont une des raisons de la collaboration de l'immense majorité de la bourgeoisie française avec les nazis, qui est la forme de « l'Europe » des années 40 tandis que la CECA (union douanière sur le charbon et l'acier..!), premier étage de « l'Europe » actuelle, est celle des années 50. Ce n'est donc pas un hasard si le premier commissaire européen (1958 à 1967) Walter Hallstein était un ancien juriste nazi préposé à la construction de l'Europe que souhaitaient Hitler et Mussolini.

Le poison du racisme au service de la construction de l'UE

En détruisant le « compromis social » issu de l'écrasement du nazisme hitlérien, les bourgeoisies européennes cherchent à désunir les travailleurs par la création d'un « ennemi intérieur » en utilisant et en alimentant l'islamophobie, la négrophobie et la rommophobie. De même on doit dénoncer le discours de plus en plus russophobe et sinophobe des promoteurs de l'UE qui ne prônent « l'amitié entre les peuples » sur laquelle elle serait bâtie que pour mieux cacher leur racisme. Parallèlement, ils augmentent la répression contre les luttes des classes ce qui leur est facilitée par la division des travailleurs. Cette politique pave la voie aux fascistes comme le révèle tragiquement la situation en Ukraine et la montée électorale du FN.

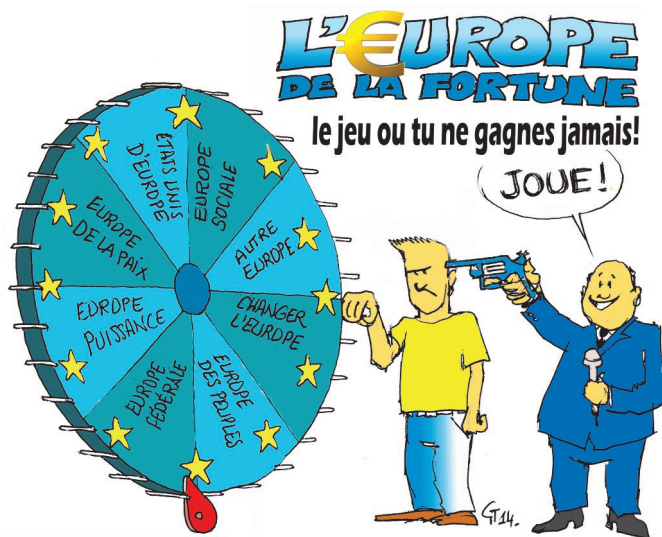
L'UE est par nature antisociale

« L'Europe sociale », « une autre Europe », « l'Europe des peuples »... sont des leurres et un dangereux piège pour les travailleurs et les peuples. En effet, ce holding de bourgeoisies est conçu pour soumettre tout gouvernement au diktat libéral de la politique unique européenne. Demander aux travailleurs qui résistent dans chaque pays aux désastres de placer leurs luttes au niveau de l'UE, c'est insuffler l'attentisme qui engendre la démoralisation et le sentiment d'impuissance. Les travailleurs de chaque pays européen doivent créer le rapport de forces nécessaire à la rupture avec l'UE par l'exercice de la souveraineté populaire en sortant de l'euro, de l'UE et de l'OTAN. La voie du vrai « changement » est un gouvernement résolument décidé à combattre les oligarchies dirigeantes de notre pays et celles de l'ensemble des pays de l'UE pour développer une politique favorable aux travailleurs et autres couches populaires. Ceci implique l'appropriation sociale des moyens de production, en particulier par des nationalisations sans indemnités, l'annulation unilatérale de la dette et le renforcement du pouvoir des travailleurs tout d'abord dans les lieux de travail. Il est clair qu'une telle stratégie révolutionnaire est incompatible avec le maintien dans l'euro et l'UE et ouvre la voie, si la classe ouvrière dotée d'un vrai parti communiste se révèle suffisamment forte et liée aux autres couches populaires, à la révolution socialiste, c'est-à-dire réaliser la socialisation des grands moyens de production et d'échange grâce à la dictature du prolétariat.

L'UE et l'OTAN sont des fauteurs de guerres

Les faits parlent d'eux-mêmes. Depuis plus de deux décennies les États impérialistes de l'UE dans le sillage des USA qui pilotent l'OTAN agressent tous les pays, peuples et États indépendants pour permettre à leurs firmes monopolistes d'y prendre le contrôle des matières premières surtout stratégiques. Irak, Yougoslavie, Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Syrie et aujourd'hui l'Ukraine, où l'UE et les USA ont fomenté un coup d'État fasciste, en sont les funestes illustrations.

La crise générale du capitalisme est utilisée par les grandes bourgeoisies impérialistes des USA et de l'UE pour liquider les conquêtes sociales et démocratiques à l'intérieur de chaque pays et détruire l'indépendance nationale des pays et États qui avaient conquis la souveraineté nationale. Voilà pourquoi le mot d'ordre de Lénine est aujourd'hui d'une actualité renforcée : prolétaire de tous pays et peuples opprimés, unissez-vous!



Sous la façade du « devoir de mémoire » européen...

L'ANNSCHLUSS UKRAINIEN REVELE LE POTENTIEL FASCISTE DE L'UNION EUROPEENNE !

C'est toujours sur un air de « plus jamais ça » que l'on nous vend la construction européenne, une sorte de garantie de « Paix » contre le bellicisme nazi qui a semé la mort sur le continent dans les années quarante.

Belle idée nous dit-on que d'unir les peuples d'Europe par un « libre-échange » qui les forcera à dépasser leurs vieilles hostilités, maquillé sous les traits attractifs de « l'Europe sociale » !

Malheureusement c'est oublier un peu vite que les pires cauchemars sont souvent déguisés sous une propagande subtile et préparés par un consentement tacite du plus grand nombre. N'est-ce pas pour étendre à l'Europe entière les « avancées de la Révolution française » que Napoléon imposa son

oppression aux peuples d'Europe, première forme de « construction européenne » au début du 19^{ème} siècle ? N'est-ce pas pour protéger les « peuples libres » du continent de la menace du « totalitarisme soviétique » qu'Hitler et ses alliés fascistes y imposèrent une domination d'une barbarie comparable à celle que le colonialisme et l'esclavagisme occidentaux imposèrent à l'Afrique et à l'Asie ?

S'il semble apparemment évident « qu'il nous faut construire l'Europe » aujourd'hui, est-ce au nom d'une prétendue proximité culturelle, ethnique voire pour certains raciale, entre les peuples « blancs » d'Europe ? Est-ce au nom d'une nécessité économique continentale aux assauts capitalistes non-européens, droits que nous contestons pour-

L'abstention grandissante aux élections européennes...

La réponse de classe des travailleurs et des peuples à l'Union Européenne !

Les élections permettent de connaître l'état de conscience des travailleurs
F. Engels

Les élections européennes n'attirent pas les foules, c'est le moins que l'on puisse dire ! Dans la plupart des pays européens, le taux de participation reste extrêmement bas. La moyenne européenne s'établissait ainsi à 42% en 2014 contre 62% en 1979! C'est aux élections de 1999 que la moyenne européenne de participation aux élections tombe sous le seuil des 50% (49,5%). Cette tendance touche la plupart des pays européens et notamment les états les plus puissants de l'Union Européenne. Ainsi l'Allemagne et la France ont vu leur taux de participation s'effondrer respectivement de 65,7% à 43,3% et 60,7% à 40,5% tandis que, de son côté, le Royaume uni affichait, en 2009, un taux de 34,3% contre 38,5% en 2004. Cette abstention massive des électeurs, qui atteint des records dans certains pays comme la Slovaquie (87%!) ne saurait être réduite au seul désintérêt pour une institution qui, bien que régentant la vie quotidienne des peuples, semblerait éloignée voire incomprise.

Plus que le désintérêt, l'abstention aux élections européennes reflète la prise de conscience des peuples sur la vraie nature de l'Union européenne. Celle-ci est de plus en plus perçue pour ce qu'elle est : le conseil d'administration du haut patronat européen dirigé par la bourgeoisie allemande. Ainsi, en France, 69% des ouvriers et 66% des employés ne se sont pas rendus aux urnes tandis que ce pourcentage tombe à 52% parmi les cadres supérieurs. Loin d'être l'expression du dilettantisme d'un peuple blasé par des décennies de démocratie, l'abstention est la réponse de classe des travailleurs à l'Union européenne. Cette réponse de classe est confirmée par le référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen qui a vu la victoire du non (55%) avec un faible taux d'abstention (30%). C'est lorsque le peuple peut dire NON à l'Europe qu'il se mobilise.

L'abstention est ainsi l'expression par les travailleurs du rejet de l'Union Européenne qui mène la guerre impérialiste contre les peuples à l'extérieur de ses frontières et la guerre de classe contre les travailleurs à l'intérieur. C'est l'expression du rejet de la désindustrialisation, des délocalisations, du dumping social, de la destruction de la protection sociale, de la casse des services publics.

L'abstention est le reflet de la prise de conscience par les travailleurs de la nature antidémocratique et antisociale de l'Union européenne. Et cette prise de conscience allant grandissante, l'abstention ira grandissante délégitimant toujours un peu plus l'Union européenne du capital.

tant aux autres continents africain, sud-américain, asiatique (propagande contre l'émergence de nouveaux prétendus « impérialistes » BRICS) ? Est-ce au nom d'une nécessité de se protéger des « invasions » de « hordes » de sans papiers venus du Sud par un renforcement des frontières Schengen ?

Quelle qu'en soit la raison parmi celles citées, nous avons le point de départ d'une propagande fasciste typique en faveur d'un nouveau Reich européen :

Lutte contre le « multiculturalisme » avec en particulier la haine contre l'Islam, forme équivalente à l'antisémitisme fasciste de jadis,

Lutte contre le « capitalisme financier », mais en protégeant toujours « ses » propres banques privées nationales,

Lutte contre les menaces slave et russe, comme jadis la menace judéo-bolchevique et les « *untersmenschen* » slaves.

C'est la raison pour laquelle, au-delà de toutes les balivernes du « devoir de mémoire » en Europe, nous assistons aujourd'hui à un développement accéléré et combiné des ligues et partis fascistes en Europe. Preuve est faite d'ailleurs que loin de désapprouver ces ligues extrémistes, Bruxelles ne cesse de criminaliser les mouvements communistes et antifascistes en ex-Europe de l'Est, sous les applaudissements de ces mêmes ligues toujours pro-européennes et russophobes autant qu'anticommunistes, et considèrent la montée de ces mouvements dans les élections (le parti nazi Aube Dorée en Grèce) voire sous forme de putsch (Svoboda en Ukraine), au mieux avec une

indifférence suspecte, au pire avec un soutien actif (Ukraine). Il y a d'ailleurs connexion objective entre ces phénomènes : Lors du putsch de Maïdan en Ukraine, des militants du parti grec Aube Dorée étaient présents et à la manœuvre aux côtés des fascistes ukrainiens.

Si Hitler fut considéré comme le meilleur rempart contre la « menace » bolchevik, même « à contrecœur » parfois, par les capitalistes occidentaux, comment ne pas voir en Svoboda, de la part des « pacifistes » de Bruxelles, un rempart contre la « menace russe », dont on déplore au mieux « certains excès verbaux » !

N'oublions pas que si les phénomènes fascistes sont nés d'une nécessité politique pour le capital financier au moment de la grande dépression des années trente, c'est en Europe qu'on en trouve le berceau, avec l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Hongrie, la France vichyste, etc.

Les mêmes causes matérielles produisant, dans les grandes lignes, les mêmes conséquences politiques, c'est bien en Europe à l'heure de la grande crise systémique du capitalisme financier mondial, qu'on retrouve une montée des ligues fascistes, des milices de type S.A. (non seulement en Grèce avec les militants d'Aube Dorée, mais aussi, c'est récent, en France avec des milices identitaires « maintenant l'ordre » dans les lignes de métro à Lille ou à Lyon), une poussée élec-

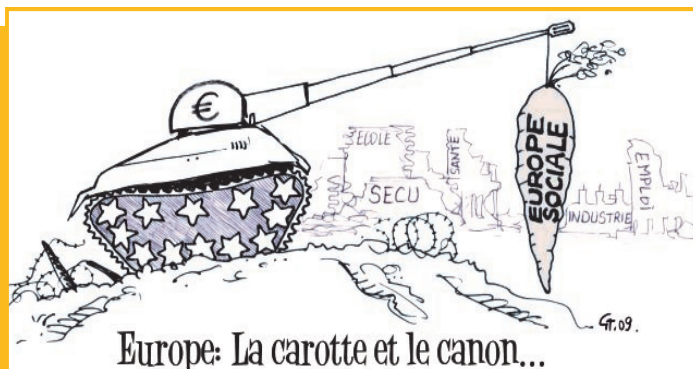


torale de partis fascistes « dédramatisés » pour certains (comme Hitler fut dédramatisé par ses collègues de « droite modérée » à la veille de 1933)...

A travers ce chauvinisme ou ce racialisme pan-européen, déguisé sous les traits d'un universalisme arrogant ayant une place à se forger dans le monde, on retrouve tous les indices d'un prélude au quatrième Reich conquérant, dont l'U.E ne nous éloigne pas, mais au contraire nous rapproche, comme c'était à prévoir...

Focus sur le retour du fascisme en Ukraine et le rôle de l'UE...

Le 8 mai dernier, comme chaque année à l'occasion de la commémoration de la victoire sur le nazisme, victoire portée principalement par l'Union Soviétique, la Coordination Communiste rendait hommage aux soldats soviétiques évadés ayant rejoint la résistance dans notre région et enterrés pour la plupart dans le cimetière militaire d'Haubourdin (près de Lille). Cette année, en présence de la JC du Nord, du CSP 59, du Comité France Russie et d'un diplomate de l'ambassade de Russie, nous mettions l'accent dans notre discours sur le retour du fascisme en Europe dans sa stratégie impérialiste de « reconquête de l'Est ». En voici un extrait.



Chers amis, chers camarades,

Je veux vous parler de l'Ukraine et des camarades qui poursuivent aujourd'hui le combat antifasciste de leurs aînés.

Svoboda, le parti fasciste ukrainien, dont le congrès en 2004 avait comme invité d'honneur J.M. Le Pen, est un parti qui réclame ouvertement l'adhésion à l'OTAN, qui réclame l'abolition du statut de république autonome de la Crimée, un parti qui réclame la réintroduction de la mention ethnique et religieuse des citoyens dans les documents d'identité, l'octroi de la nationalité aux seuls « ethniquement ukrainiens », la restriction de l'accès aux universités des étudiants

étrangers, l'intégration dans l'UE au nom de « l'Europe des nations ». Un programme raciste et fasciste d'ailleurs labellisé « désocialisation ».

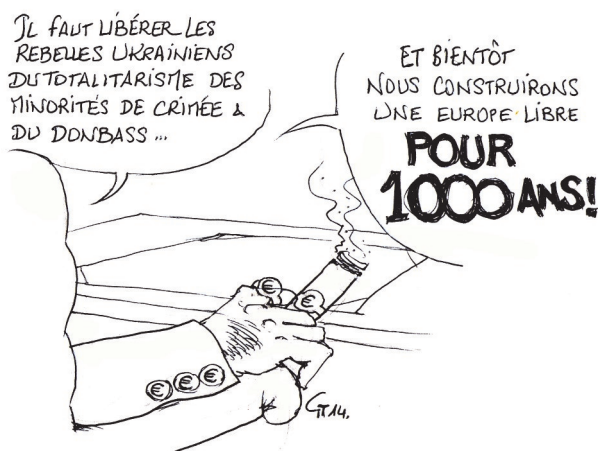
Svoboda par la bouche de Levtchenko précise en visant les citoyens ukrainiens russophones : « Nous défendons les valeurs de la famille, l'Europe des nations, contre le multiculturalisme, que je considère comme une politique visant à fondre entre elles différentes cultures, ce qui n'est pas possible... Il n'est pas logique de faire cohabiter dans une même ville des cultures différentes. Cela ne peut pas marcher » (*Monde Diplomatique*, mars 2014). Svoboda est bien un parti fas-

ciste, dont le nom historique est d'ailleurs « Parti National Socialiste d'Ukraine », parti qui se réclame de « l'Organisation des nationalistes ukrainiens » (OUN) des années 1930 dont une fraction créa la division Waffen SS « Galicie » commémorée tous les 28 avril. Récemment, ils organisaient une manifestation de 25000 néonazis à la gloire du chef de guerre fasciste Stepan Bandera. Mais les médias européistes ne qualifient ce parti que de « nationalistes » et non de néonazis ! Ce travestissement a été rendu possible grâce au Parlement européen qui en 2009 condamnait « les 2 totalitarismes » (fascisme et socialisme), condamnation saluée par Svoboda comme une « victoire sur le communisme ». De plus Svoboda est la prolongation idéologique radicalisée de l'ancien président loutchenko. En effet, celui-ci initia la réhabilitation des ex-nazis ukrainiens. Notamment, il



signa un décret en 2007 de réhabilitation officielle de Bandera.

Ce parti fasciste ukrainien, qui a été le fer de lance des contre-révolutionnaires séparatistes de la place Maïdan à Kiev, a tout comme le parti nazi hitlérien, ses sections



d'assaut (SA) regroupées dans *Pravyy Sektor* (Secteur droit), dont le principal dirigeant Tarasenko se définit comme « nationaliste défendant les valeurs de l'Europe blanche et chrétienne contre la perte de la nation et la 'déreligionalisation' » parce que le multiculturalisme est « responsable de la disparition des crucifix et de l'arrivée des filles en burqa dans nos écoles » (*Monde Diplomatique*, mars 2014). Tout comme leur mentor Bandera allié de Hitler dans sa guerre contre l'URSS, le pouvoir élu ukrainien était qualifié de « mafia juéo-moscovite ».

Voilà en réalité ce que sont les amis des « démocrates » Obama, Merkel, Cameron, Hollande, Peres, Ashton, etc... Les multiples visites de Mc Cain, ex-candidat à la présidentielle des USA, de J. Kerry chef du département des affaires étrangères US et d'officiels allemands aux manifestants fascistes ukrainiens qui occupaient Kiev en sont les preuves éclatantes. Ce sont ces gens-là qui sont aujourd'hui au pouvoir, après le coup d'Etat de février.

Profitant que l'Ukraine avait besoin d'une aide de 20 milliards d'euros, l'UE avec l'aval US, a voulu la contraindre à un accord prédateur digne des diktats libéraux et austéritaires imposés à la Grèce, à l'Irlande, au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie et à Chypre. Suite à l'exécution par les gouvernements successifs des recettes libérales imposées par le FMI, la Banque

Mondiale et l'UE entre 1991 et 2012, la production d'électricité en Ukraine indépendante a chuté de 35 %, celle de la sidérurgie de plus de moitié. En 2012, la production de tracteurs ne représentait qu'environ 5% de ce qu'elle était en 1990, dans un pays où un tiers de la population vit en milieu rural et détient 20% des sols de terre noire de la

planète. L'Ukraine comptait 16 grandes usines de machines-outils qui produisaient 37 000 unités en 1990, seuls trois d'entre elles tentent, aujourd'hui, de fonctionner tant bien que mal, produisant à peine 40 machines par an. Les privatisations ont

touché plus de 50 000 entreprises et 45% d'entre elles sont depuis fermées. Comme le dit l'économiste ukrainienne Natalia Vitrenko : « L'Ukraine était auparavant l'un des premiers pays en matière de PIB par habitant, nous étions 11% au-dessus du PIB mondial moyen par tête. Mais notre PIB a chuté d'un tiers et dès 2012 il n'était plus que de deux tiers de ce qu'il était en 1989. Nous sommes aujourd'hui 40% en dessous du PIB mondial moyen par tête, en dessous de la Namibie... Ce que l'Ukraine a gagné au cours de ces années, c'est de la dette extérieure. Nous avons maintenant une dette extérieure qui équivaut au double de nos réserves monétaires en or. Notre dette extérieure brute s'approche des 80 % du PIB. La pire des choses est que cet effondrement a appauvri la population. Le salaire minimum en Ukraine est de 118 euros par mois ; la retraite minimum est de 86 euros par mois ».

Le gouvernement élu ukrainien de Viktor Ianoukovitch, qui recherchait jusque-là l'équilibre entre l'UE et la Russie, a adopté en novembre 2013 une position en refusant l'accord avec la l'Union Européenne et en acceptant la proposition russe d'aide immédiate de 15 milliards et de baisse d'un tiers du prix du pétrole et du gaz. Ce fut le signal de la guerre pour son renversement et qui a abouti au coup d'Etat de février et à l'arrivée au pouvoir de la clique pro-américaine et pro-européiste avec 1/3 des membres qui sont des fascistes. L'UE et les USA mènent donc, par pions fascistes interposés, une lutte pour la « liberté » de piller, de mettre un peuple aux ordres dans le seul but de faire des profits et d'encercler la Russie qui contrarie objectivement leur rapacité impérialiste.

Le gouvernement élu ukrainien de Viktor Ianoukovitch, qui recherchait jusque-là l'équilibre entre l'UE et la Russie, a adopté en novembre 2013 une position en refusant l'accord avec la l'Union Européenne et en acceptant la proposition russe d'aide immédiate de 15 milliards et de baisse d'un tiers du prix du pétrole et du gaz. Ce fut le signal de la guerre pour son renversement et qui a abouti au coup d'Etat de février et à l'arrivée au pouvoir de la clique pro-américaine et pro-européiste avec 1/3 des membres qui sont des fascistes. L'UE et les USA mènent donc, par pions fascistes interposés, une lutte pour la « liberté » de piller, de mettre un peuple aux ordres dans le seul but de faire des profits et d'encercler la Russie qui contrarie objectivement leur rapacité impérialiste.

[l'intégralité du discours est publié sur notre site rassemblementcommuniste.org et sur le site Legrandsoir.info]



3 mai 2014 Odessa

38 militants de Crimée morts lors de l'incendie de la Maison des Syndicats d'Odessa, commis par les nazis pro-Svoboda soutenus par l'UE... On se souvient du pyromane manipulé par le pouvoir nazi qui avait incendié le Reichstag pour faire porter le chapeau aux communistes et justifier la campagne antisoviétique de conquête de l'Est. Le feu est une manie fasciste!



27 février 1933
Berlin



Images de la commémoration traditionnelle de la Coordination le 8 mai dernier au cimetière militaire d'Haubourdin (59), en présence du Comité France Russie, et d'un diplomate de l'ambassade de Russie en France

Déclarations, initiatives, actualité, analyses, vidéos...

visitez notre site Internet!

www.rassemblementcommuniste.org

Le partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement :

**ALLIANCE
IMPERIALISTE
UE - USA**

Remettre les clés du monde aux multinationales et aux banques

« Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire » David Rockefeller, Newsweek 1^{er} février 1999

Qu'est-ce que le partenariat transatlantique ?

En juin 2013, la Commission européenne a reçu des états membres un mandat, dont le contenu émane directement du MEDEF européen, pour mener une négociation en vue d'« accroître le commerce et les investissements entre l'UE et les USA en réalisant un véritable marché transatlantique. »

Commencées en juillet 2013, les négociations se déroulent dans le plus grand secret au rythme d'une tous les trois mois. La dernière a eu lieu du 10 au 14 mars 2014.

Une fois signé, l'accord sera présenté au parlement européen qui devra l'accepter ou le refuser d'un bloc, sans possibilité de le modifier. Il engagera tous les Etats, mais aussi les régions, les départements et les communes.

Les quatre points principaux sont :

L'abaissement des droits de douane dans le secteur agricole

La suppression des obstacles non tarifaires : normes sociales, sanitaires et environnementales et les droits de propriété intellectuelle

La libéralisation des services non encore ouverts à la concurrence : santé, éducation, sécurité sociale...
La création d'un tribunal arbitral privé permettant aux entreprises d'attaquer des réglementations nouvelles, sociales ou environnementales par exemple, menaçant leurs profits réels ou attendus

La démocratie européenne c'est du flan !

Tout se déroule dans la plus grande opacité. Rien ne filtre des négociations engagées. C'est la Commission Européenne, instance non élue, qui négocie au nom de tous les Etats. Ni les peuples, ni même les parlementaires européens ne connaissent véritablement à quel stade en sont ces négociations. Le texte de cet accord funeste est classé à diffusion restreinte. C'est une expression pour dire « Top secret ». Une fois signé, cet accord ne pourra qu'être accepté en l'état ou refusé par les députés européens qui ne disposent en ce domaine, comme dans tout autre, d'aucun pouvoir. Les peuples n'auront pas leur mot à dire mais cet accord, s'il devait voir le jour, engagerait les Etats et aurait un impact direct et énorme sur leur vie quotidienne en termes de protection sanitaire, de protection sociale et de salaires notamment.

L'Union Européenne, bloc impérialiste en construction, se montre ici telle qu'elle est vraiment : antidémocratique, technocratique, et entièrement vouée aux intérêts du grand patronat. Mais le secret qui entoure ces négociations et la volonté de tenir les citoyens à l'écart révèlent une autre réalité : l'Union européenne, c'est-à-dire la haute bourgeoisie, a peur des peuples.

Remettre les clés du monde aux multinationales et aux banques...

Imaginons un pays comme la France qui, sous

la pression populaire, déciderait d'augmenter les salaires et de réduire le temps de travail plutôt que de voler 50 milliards aux travailleurs pour les donner au patronat. Demain, si le partenariat transatlantique voyait le jour, les patrons pourraient tenter une action devant un tribunal privé contre cet état au motif que cette politique réduit leurs profits et menacent leurs bénéfices futurs. L'Etat serait condamné à payer des dédommagements exorbitants. Ou bien il en a les moyens ou bien il cède.

Imaginons maintenant que les citoyens de cet état aient conquis, par leurs luttes, une protection sociale de haut niveau, les dispensant de souscrire à des assurances privées. Demain si le partenariat transatlantique voyait le jour, cette situation ne serait plus légale. Cet Etat serait condamné à payer des dédommagements exorbitants. Ou bien il en a les moyens, ou bien il cède.

Que voyons-nous à travers ces deux exemples, pour l'instant encore, fictifs ?

Le peu de souveraineté nationale que nous laisse l'Union Européenne en construction serait complètement balayée. Les travailleurs subiraient encore plus cruellement le joug de la dictature de la bourgeoisie : destruction complète du code du travail, baisse des salaires et augmentation du temps de travail, destruction complète de la protection sociale au bénéfice des assurances privées comme →

Ouvriers FRALIB vs UNILEVER: 1 - 0 !

Victoire totale des FRALIB, dont nous faisons la chronique de la lutte emblématique depuis quelques numéros ! Dernier acte juridique en mai dernier, où les ouvriers rebelles font payer l'empire Unilever, et reprennent enfin à leur compte l'outil de production ! On savait que « normalement » le PSE, le plan de sabotage de l'emploi d'Unilever qui avait déjà (fait unique) été cassé 3 fois, ne pouvait une fois de plus pas passer et que « normalement » la direction du travail le casserait lundi soir 26 mai avant minuit si aucun accord n'était trouvé. La lutte et l'opiniâtreté ne s'étaient pas démenties depuis 1336 jours, comme l'immense popularité de ce conflit et le soutien grandissant des organisations au premier rang desquelles se trouvent évidemment les organisations CGT (UL, UD et FNAF).

Avant l'ultime séance de négociations, les salariés avaient voté à l'unanimité et depuis chacun retenait son souffle. Au soir Omar appelle et Olivier envoie son 2219^{ème} courriel. Le lendemain matin on s'est donc tous retrouvés à l'usine. Presque sans bruit. Sans grandes démonstrations. On a attendu dans la cour puis nous sommes rentrés dans l'atelier et l'assemblée a démarré.

Avant même qu'un délégué puisse prendre la parole une ouvrière de Fralib s'est levée et a dit « avant tout il faut remercier nos délégués » : tonnerre d'applaudissements tous debout ! Les interventions se succèdent et les ovations aussi. « aucun combat juridique ne peut être gagné sans la mobilisation militante » déclare Amin, l'avocat infatigable devenu ami. Gérard, délégué CGT, rappelle : « on ne s'est jamais battu pour l'argent mais pour l'emploi. Ce qu'on a obtenu



en fin de compte c'est juste notre dû. On l'a obtenu non pas en allant signer seul en catimini un papier au coin d'un bureau, mais par la lutte collective en toute dignité ». Et il aurait pu rajouter cet épisode du combat quand la direction est venue proposer un par un à chacun des 76 un chèque de 90 000€ et qu'ils ont tous refusé. La lutte a arraché à UNILEVER **20 millions d'euros !** Et bien sur la reconnaissance que l'usine appartient désormais aux Fralib !

Olivier Leberquier rappelle : « **Le FN a été le seul parti ici à s'opposer aux ouvriers et au démarrage de la SCOP** ». Toutes et tous disent que le combat continue à présent sous des formes nouvelles, et qu'ils seront de toutes les prochaines manifs ! (**Témoignage Rouges Vifs 13**)

Le plan Sapin : pour une Inspection du Travail sage et gentille...

Qui donc a entendu parler de la Loi Sapin, portant réforme de l'Inspection du Travail ? Qui est en mesure d'expliquer les conséquences concrètes de ce plan pour les travailleurs ? Presque personne et pour cause, c'est à toute hâte que notre cher ancien Ministre du Travail, Michel Sapin, l'a fait passer, au son des tambours et sur un registre guerrier : « le char de l'Etat ne s'arrêtera pas » disait-il... Et le char est en effet passé, en dépit du rejet massif des agents de l'Inspection, des multiples grèves, de l'absence d'accord de l'ensemble des organisations syndicales du ministère et même du vote opposé du Sénat puis de la Commission Mixte Paritaire de l'Assemblée Nationale au moment du vote de la Loi. Qu'à cela ne tienne : le char de notre Ministre a roulé sur tous les obstacles démocratiques et il est passé en force par voie de décret... Pourquoi s'embarrasser avec les règles démocratiques quand on peut faire comme on veut ?

Jusqu'à là, et depuis le Conseil National de la Résistance, l'organisation de l'Inspection, sous forme de petites unités de contrôle placées sous l'autorité de l'inspecteur du Travail, permettait de garantir de façon effective l'indépendance des agents prévue par la convention n°81 de l'Organisation Internationale du Travail. La réforme Sapin lui substitue de grandes unités de contrôle dans lesquelles on retrouve pèle mèle inspecteurs et contrôleurs, désormais affectés à cette unité et placés sous l'autorité d'un responsable, qui ne bénéficie quant à lui, d'aucune indépendance.. pire : des pouvoirs de contrôle lui sont aussi conférés. Concrètement, cela signifie qu'il est désormais possible de retirer un dossier sensible à un agent et de le confier au responsable, dont on s'est assuré la servilité en le privant de toute indépendance. Placer les agents de contrôle sous une ligne hiérarchique, c'est ce que tentent les différents gouvernements depuis plusieurs années. Sapin y est parvenu. Quel intérêt ? mettre au pas ces agents qui mettent leur nez un

peu partout, là où le patronat et ses valets sociaux démocrates souhaitent les cantonner aux seules questions de la sécurité et du travail illégal. Le passage en unités de contrôle a aussi été le moyen de supprimer des postes : 382 sur l'année 2014/2015 alors qu'on ne compte déjà que 2300 agents de contrôles pour 18 millions de salariés et plus de 2 millions d'entreprises... et partout, les unités détachées sont menacées de fermeture, obligeant les travailleurs à faire plus d'une demie heure de route pour rencontrer un agent de contrôle.

Et le projet de Loi à venir est bien pire : il prévoit ni plus ni moins que la dépénalisation du droit du travail et même la déjudiciarisation de ce droit. A quelques rares exceptions, les agents de contrôle ne pourront plus envoyer leur procès verbal au Parquet. Il transitera sur le bureau du Directeur Régional du Travail qui pourra proposer en lieu et place, une amende administrative. Payer une amende n'a jamais été une sanction pour un patron, en revanche, comparaitre devant un tribunal, au même titre que n'importe quel autre délinquant, la voilà la sanction dont le patronat ne voulait plus. Les peines délictuelles punies de moins d'un an d'emprisonnement et toutes les peines de nature contraventionnelles seront remplacées par une transaction pénale... confiée au Directeur régional du Travail. Le Juge qui prononçait la peine, en toute indépendance, est remplacé par le Directeur régional du Travail, sous statut d'emploi et donc directement placé sous les ordres du Préfet et du Ministre... il est demandé au même Directeur, à la fois de vendre les dispositifs d'emploi aux chefs d'entreprise, auprès desquels il est officiellement reconnu comme un serviteur, et de prononcer des sanctions... Le patronat peut donc enfreindre les droits des travailleurs en toute sérénité. Et la possibilité pour les salariés, de se constituer partie civile et d'obtenir réparation, notamment après un accident du travail, ne sera bientôt plus qu'un souvenir !

C'est d'abord un énorme PSE qui ne dit pas son nom. L'Inspection du Travail, c'est 2300 agents de contrôle pour 18 millions de salariés et environ deux millions d'établissements. Ridicule ! Et malgré ce sous effectif criant, le corps des contrôleurs du travail est mis en extinction : à compter de cette année les recrutements sont définitivement annulés. Or les contrôleurs représentent 2/3 des agents de contrôle et un départ massif à la retraite est prévu dans les dix prochaines années. Mais pas assez pour le PS... 382 suppressions de postes sur l'année 2014/2015 sont par ailleurs à prévoir. Et dans le vivier mourant des agents de contrôle seront ponctionnés les effectifs des futures brigades « de travail illégal », et de managers chargés de mettre au pas tout ce beau monde, qualifié de « derniers gauchistes de la fonction publique » par les politiciens et le patronat... On comprendra donc aisément, que c'est l'Inspection du Travail toute entière qui est en réalité mise en extinction....

C'est la fermeture annoncée de la quasi totalité des sites détachés qui permettait d'offrir un service de proximité.

C'est encore la perte inéluctable de l'indépendance des agents de contrôle désormais affectés dans de grandes unités de contrôle, sous la hiérarchie d'un responsable dont le but sera d'obtenir des agents qu'ils ne mènent des contrôles que sur les thèmes décidés en haut lieu, au niveau du Ministère. Ce responsable, auquel aucune indépendance n'est conférée, contrairement aux agents de contrôle, se voit de surcroît attribuer des fonctions de contrôle, ce qui lui permettra à tout moment, suite au coup de fil du Préfet, par exemple, de dessaisir l'Inspecteur ou le Contrôleur, d'un dossier sensible et de le traiter lui-même...

C'est aussi, notamment dans le deuxième volet de Loi en passe d'être voté, la dépénalisation et la déjudiciarisation du droit du travail, que le Patronat réclame depuis si longtemps... Concrètement, la quasi-totalité des peines prévues au code du travail seront remplacées par des amendes administratives décidées dans un bureau, loin des tribunaux dans lesquels devaient comparaitre les patrons voyous, au même titre que n'importe quel autre délinquant. Les peines de prison déjà bien rares, relèveront désormais des antiquités. Et la possibilité pour les salariés, de se constituer partie civile et d'obtenir réparation, notamment après un accident du travail, ne sera bientôt plus qu'un souvenir. En plus de la sanction administrative, le PS offre au patronat la transaction pénale, autre alternative à la peine pénale...

Et qui décidera de ces peines plus douces ? le Directeur régional du travail, qui, placé sous statut d'emploi, est directement placé sous la double ligne hiérarchique du Préfet et du Ministre du Travail.... et qui ne bénéficie donc d'aucune indépendance, contrairement au Juge judiciaire, qui seul pouvait prononcer des peines.

Cette réforme est une agression directe contre les travailleurs, et clairement en faveur du patronat et de sa sacro-sainte liberté d'entreprendre. Le patronat l'a demandé, le PS s'est exécuté.

→ AXA, destruction complète de l'assurance chômage, plus aucune protection sanitaire (le poulet chloré serait autorisé en France par exemple).

On savait l'Union Européenne et les Etats capitalistes qui la composent, voués entièrement aux intérêts du patronat apatride mais, avec le partenariat transatlantique, les gouvernements franchissent l'étape ultime en remettant les clés du monde aux multinationales et aux banques. Et si les peuples rechignent, chaque bourgeoisie, dans chaque pays de l'Union européenne, dispose de son bras armé qu'est le fascisme (FN en France, NVA en Belgique, FPÖ en Autriche ou bien encore Svoboda en Ukraine, etc.)

Le partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement est la création d'un vaste conseil d'administration visant à gérer les contradictions des puissances impérialistes, que sont les USA et l'Union européenne en construction, de manière à répondre au rapprochement entre la Russie, l'Iran et la Chine et à préparer la nouvelle guerre impérialiste de pillage du monde par « le pouvoir privé » de monsieur Rockefeller.

Mais pour cela il faut d'abord mater les peuples. Mais là c'est une autre histoire qui commence. La nôtre : celle des travailleurs!

Ne perdons pas de vue que cette Loi n'est pas encore votée. Quant à l'organisation nouvelle de l'inspection qui la prive de son indépendance, elle est prévue par voie de décret ; or ce qui peut facilement être fait par décret peut tout aussi facilement être défait...

Mobilisons nous pour qu'elle ne passe pas ; luttons contre la nouvelle organisation de l'Inspection du Travail et faisons connaître cette réforme honteuse ! Ne baissons pas les bras, l'Inspection du Travail existe depuis plus d'un siècle et elle appartient aux travailleurs, elle doit le rester !

Un ancien président d'un conseil des Prud'hommes et militant de la CGT témoigne...

Quels sont les enjeux de la réforme du mode d'élection des conseillers prud'homaux pour les salariés ?

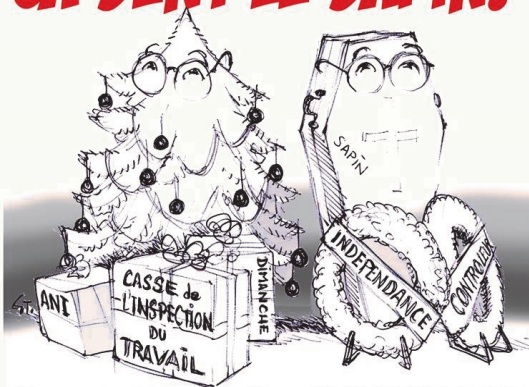
Le mot « réforme » ne me convient pas. Il s'agit d'un passage en force de la part du gouvernement qui consiste par voie de décret-loi à modifier un des fondements de la démocratie sociale en France en supprimant le suffrage « universel », ce qui constitue une régression qui nous ferait revenir avant 1848. En effet, la loi du 27 mai 1848 instaure le paritarisme : employeurs et salariés en nombre égal rendent ensemble les décisions en matière de litiges autour du contrat de travail. La loi de 1848 déclarait électeurs et éligibles pour les conseils de prud'hommes tous les patrons, chefs d'atelier, contremaîtres, ouvriers et compagnons âgés de 21 ans. Or si je mets entre guillemets « universel » c'est qu'aujourd'hui encore ce sont les salariés du privé en emploi et les chômeurs qui sont appelés à élire leurs conseillers. Demain, si ce décret passe, ce ne sont plus les salariés qui choisiront mais les conseillers prud'homaux seront choisis par des « grands » électeurs, des représentants des salariés élus, en fonction du poids des syndicats dans les grandes entreprises où les syndicats sont bien implantés. Autrement dit les 3/4 des salariés travaillant dans les petites et moyennes entreprises, dans lesquelles il n'y a quasiment pas de représentants de salariés n'auront pas droit de cité dans le choix des conseillers. En outre, les chômeurs n'auront plus le droit de voter puisqu'ils ne travaillent pas, sans parler des salariés en contrats précaires qui votent déjà peu du fait de l'instabilité de leurs situations. On passerait donc à un mode d'élection indirect et inéquitable car excluant les salariés des

petites et moyennes entreprises et les chômeurs, voire à une « démocratie » indirecte si les conseillers prud'homaux sont remplacés - comme cela est en train d'être dessiné - par des magistrats professionnels « conseillés » par un avis rendu par un salarié et un patron : ce ne sont plus les personnes du monde du travail (salariés et patrons) qui rendraient les décisions, ce qui constituerait à terme une remise en cause du caractère paritaire du Conseil. La CGT a beaucoup à perdre dans cette histoire au profit de la CFDT car la CGT qui est sortie majoritaire lors des dernières élections prud'homales avec 31 % des voix verrait si le décret-loi passe son nombre de conseillers baisser puisque nationalement la CGT représente 27 % des salariés. D'ailleurs même le MEDEF s'oppose à cette réforme puisqu'il est minoritaire, car surtout représentatif des grandes entreprises et c'est la CGPME qui est majoritaire et ne s'aligne pas forcément sur les positions du MEDEF qui représente le grand capital.

Le ministère du Travail - soutenu par la CFDT - prétexte de l'augmentation du taux d'abstention qui a atteint 75 % lors des dernières élections de 2008 et les coûts financiers liés à l'organisation des élections pour justifier la réforme, quand pensez-vous ?

Le taux d'abstention est fort en effet, trop fort mais cela s'explique par les contraintes exercées sur les salariés de ces petites et moyennes entreprises qui les empêchent (interdiction directe ou indirecte de quitter son poste par exemple sous peine de sanction directe ou indirecte) d'aller voter et le peu de présence syndicale en leur sein, présence syndicale indispensable pour motiver les troupes. Si bien que la réforme juste aurait été d'organiser l'information des salariés sur l'importance pour eux de cette instance et les moyens d'obliger les patrons à libérer leurs salariés pour aller voter ! Ceci dit, plus de 65 des Français ont une très bonne opinion du conseil

**REFORME DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
C'EST TOUJOURS POUR LES MEMES QUE
CA SENT LE SAPIN!**



**"MINISTÈRE FORT" POUR LES PATRONS!
MINISTÈRE MORT POUR L'INSPECTION!**

des prud'hommes. Quant au motif invoqué du coût des élections, il masque les intentions réelles : 1) la volonté du gouvernement de trouver des sources d'économie dans le contexte de la crise ; 2) Les audits menés actuellement pour connaître ce que coûte précisément le fonctionnement d'un conseil des prud'hommes afin de les supprimer au profit d'« échevins », c'est-à-dire de magistrats professionnels payés à la « tâche » car, en effet, pour tout conseiller prud'homal travaillant 4 heures sur une journée, l'Etat rembourse à l'entreprise une journée de travail entière ! Le patron y trouve son compte mais pas l'Etat ! Maintenant, il ne faut pas se faire d'illusion, même si les conseillers prud'homaux étaient remplacés par des magistrats professionnels - voire dans le meilleur des cas des magistrats spécialisés en droit social - il n'y aurait pas assez de postes créés pour traiter de tous les litiges qui sont en forte croissance. Le but de la réforme est de faire des économies et pas de mieux traiter les recours. Et on sait que l'administration judiciaire est sous tension et complètement débordée. Donc, pour faire des économies, le gouvernement Sarkozy a créé la « rupture conventionnelle » en 2008 et le gouvernement Hollande, dans le cadre de réforme de l'inspection du travail - réforme qui fragilise les salariés directement - tente de proposer la « transaction » c'est-à-dire la possibilité pour un inspecteur du travail de proposer à l'employeur en faute une contravention à la place d'une procédure pénale pour désengorger les tribunaux ! Sarkozy avait fait sous-traiter au salarié la gestion du litige avec son patron, Hollande fait sous-traiter à l'inspecteur du travail la gestion de l'infraction commise par le patron ! 3) Rendre le traitement du droit moins équitable car les 3/4 des salariés ne seront pas représentés par les conseillers prud'homaux choisis par de grands électeurs des grandes entreprises.

Et puis si le coût de l'organisation des élections et le fort taux d'abstention sont des motifs pour supprimer des élections, pourquoi le gouvernement PS ne propose-t-il pas la suppression des élections européennes ?



LE ROI DES IMPOSTEURS!

Retour sur une campagne mouvementée!

Le RCC a jeté ses forces sur le front électoral en ce début d'année, dans plusieurs villes et à travers des configurations multiples, toujours fermement attaché à la lutte pour construire un véritable front populaire de gauche en France...

Elections municipales :

Abstention, vote sanction et difficultés de faire émerger la résistance à la politique libérale du PS !

Ce qui ressort des élections municipales, c'est d'abord la déroute du PS. 155 villes de plus de 9 000 habitants perdues, revenant à la situation antérieure à 1977. Le PS (et ses alliés divers gauche) perd 61 villes de plus de 30 000 habitants et plus d'un tiers des communes de 100 000 habitants qu'il dirigeait (10 sur 29). En pourcentage, le PS et ses alliés passe de 44,6% en 2008 à 36,4%.

La droite peut triompher, mais il s'agit d'abord d'une victoire par défaut (évolution de 42,5% en 2008 à 46% donc pas un raz-de-marée, surtout en valeur absolue), de la même façon que la victoire de Hollande en 2012 avait été une victoire due au rejet de Sarkozy. Car l'électorat populaire (qui constituait historiquement le cœur de l'électorat de gauche) s'est d'abord et avant tout abstenu massivement : 36,5% constitue un record pour une élection municipale, c'est 3 points de plus qu'en 2008, 4 points de plus qu'en 2001, 6 points de plus qu'en 1995. Avec des records absolus dans des villes populaires comme Villiers-le-Bel, Vaulx-en-Velin, Roubaix, qui culminent toutes 3 avec 62% d'abstention !

Quant au FN, il s'enracine dans le paysage local, avec 597 listes présentées dans les communes de plus de 1000 habitants. Certes, au final, il ne s'agit d'une présence que dans 6,1% des villes de plus de 1 000 habitants, ce qui illustre leur difficulté à avoir des relais sur le terrain, mais une présence tout de même dans près de la moitié des villes de plus de 10 000 habitants, ce qui est important, et 328 listes qui ont pu se maintenir au 2^{ème} tour. Leur audience est réelle : 15,5% en moyenne pour les listes FN, mais 25 villes de plus de 10 000 habitants qui ont des scores supérieurs à 30% et la victoire à Hénin-Beaumont dès le premier tour. Au total 9 villes seront dirigées par le FN, plus 1 secteur de Marseille, et quatre autres villes ont des maires élus avec le soutien du FN ; c'est un record. Auquel il faut ajouter le fait que plus de 1 500 conseillers municipaux FN ont été élus. Surtout, le FN est apparu comme une force politique auto-

nome capable de gagner seul contre tous.

Quant au Front de Gauche, le score est décevant. Ses listes ne captent pas de façon significative l'opposition à la politique gouvernementale. Cela illustre le fait que la colère contre la politique gouvernementale se traduit avant tout dans l'abstention plutôt que dans le vote Front de Gauche. Les chiffres sont clairs, en dépit des tours de passe-passe dans les présentations faites par les principaux acteurs du Front de Gauche (et qui ne peuvent se comprendre que par une volonté de ne pas démoraliser les militants) : dans les communes où il y avait des listes Front de gauche autonome du PS (259 villes de plus de 20 000 habitants – et en retirant les villes « d'Union de la gauche » à direction PCF), le score est à hauteur de 8,2% (à comparer aux 12,4% de Mélenchon dans ces mêmes communes. Le nombre de listes pouvant se maintenir au 2^{ème} tour est de 350, chiffre important mais au final peu supérieur au FN, malgré l'ancienneté de l'implantation du PCF.

Le PCF, principal parti du Front de Gauche, subi d'importantes pertes de mairies : ce sont des mairies qu'il détenait, dans la très grande majorité des cas, en alliance avec le PS et il est entraîné ainsi dans la débâcle du PS. Dans certains cas, les mairies sont prises par le PS (parfois en alliance avec la droite), poursuite

d'un processus bien connu à chaque élection municipale. Au final, le PCF perd 103 communes de plus de 1000 habitants sur 725 détenues avant le scrutin (et n'en gagne que 9). Sur les 80 villes de plus de 10 000 habitants que dirigeait le PCF, 20 sont perdues soit 25%. 7 sur 28 pour les villes de plus de 30 000 habitants.

Il est vrai que le Front de Gauche a été victime du manque de clarté de son positionnement général : dans la moitié des villes de plus de 20 000 habitants, le PCF est allé avec le PS au premier tour, brouillant ainsi le message. Plus globalement est évidente la difficulté du Front de Gauche à apparaître comme étant, par rapport à la politique du gouvernement social-libéral, une force « d'opposition » (terme au demeurant utilisé par Mélenchon seulement depuis la manif du 1^{er} décembre 2013 contre la hausse de la TVA).

La Coordination Communiste, membre du Front de Gauche Nord, s'est naturellement investi dans ces élections, dans toutes les villes où nous avons des militants, en poussant dans un premier temps à l'existence de listes autonomes du PS (ainsi à Lille, il faut mesurer l'importance qu'une liste autonome – première fois depuis 1977 - ait vu le jour), en s'y investissant ensuite.



La spécificité tourquennoise...

A Tourcoing, il y avait d'une part une pratique ancienne du PCF d'alliance dès le premier tour avec le PS, et d'autre part une volonté de militants, notamment syndicalistes, qu'une liste Front de gauche voit le jour. Il n'existait pas sur la ville de collectif Front de Gauche organisé, mais notre camarade William Roger, avait été candidat pour la Coordination Communiste (dans le cadre du Front de Gauche avec le PCF) aux élections cantonales, et, de notre point de vue, le travail mené en 2012 pour les présidentielles et législatives devait se poursuivre naturellement aux municipales. A partir de septembre, la Coordination Communiste a donc pris l'initiative de réunir un collectif de militants, qui dans un premier temps a cherché à faire pression sur le PCF pour convaincre cette organisation de construire une liste Front de gauche avec nous, puis dans un second temps, devant le refus du PCF, s'est lancé dans la mise sur pied de cette liste et d'un programme municipal. Dans ce processus, des militants du PCF (certes mineurs) ont été partie prenante.

A l'inverse, fin novembre, nous avons été confrontés au départ du PG : cette organisation, pourtant très faiblement implantée à Tourcoing, revendiquait la tête de liste sous prétexte que le PG est la « deuxième organisation du Front de gauche » à l'échelle nationale et que le PCF n'étant pas partie prenante à Tourcoing, c'était « à eux que devait revenir la tête de liste »... et ce d'autant plus que c'était « la seule possibilité qu'ils avaient pour une ville de l'agglomération lilloise » ! Il y avait également un désaccord sur la méthode, avec un refus de fonctionner en collectif ouvert où chaque camarade impliqué compte pour un, mais au contraire une volonté que tout soit décidé par « les organisations du Front de Gauche ». Derrière cela, au-delà d'un anticommunisme réel qui a fini par ressortir de la part des animateurs tourquennois du PG, il y avait aussi une différenciation sociale perceptible, avec un certain mépris petit-bourgeois pour la classe ouvrière, qui était justement présente dans nos réunions collectives ouvertes. Politiquement, le PG mettra en avant notre refus de dire par avance que l'on est favorable à une « fusion de deuxième tour avec le PS », reprenant ainsi l'un des prétextes qu'avait pris le PCF de Tourcoing. Alors que sur ce point, nous n'avons cessé de dire que cela ne pouvait constituer un préalable, qu'a priori on se battait pour être présent au deuxième tour, et que cette question sera traitée collectivement en temps voulu et au plus tard le soir du premier tour.



Un front original et prometteur à Tourcoing: Le Front de Résistance Populaire de Gauche!

La conséquence de ce départ du PG a été de leur part un chantage à l'utilisation du logo et du label « Front de gauche » (avec menace d'attaque judiciaire), qui nous a contraint à requalifier l'intitulé de notre liste, initialement « Liste Front de Gauche – Résistance populaire » en « Liste Front de résistance populaire de gauche ». Le PG a été jusqu'à nous dénoncer dans la presse, appelant à ne pas voter pour nous, et en prenant bien soin de nous affubler du qualificatif « d'extrême-gauche ». La presse locale a eu une attitude ambivalente à ce sujet : hésitant sans cesse, nous qualifier tantôt « d'extrême-gauche », tantôt « front de gauche ». Tout cela a pu brouiller notre image et notre message. Nous avons aussi

sur 53 noms, seuls 10 personnes avaient une appartenance politique déclarée (outre la Coordination Communiste étaient présents Les Alternatifs, autre organisation du Front de Gauche, et nous avons ouverts aussi à un ou deux militants représentant le NPA). La campagne s'est faite, du coup, avec très peu de moyens financiers, mais beaucoup de bonnes volontés, de belles réussites de communication dans les médias, et surtout un investissement hors pair – notamment dans les porte-à-porte – d'une équipe qui s'est soudée au fur et à mesure. Le ralliement d'un ancien élu PCF qui a accepté d'être « président du Comité de soutien » a joué aussi un rôle positif.



perdu plus d'un mois avec les débats qu'a imposé le PG puis son départ (et la démobilisation que cela a failli entraîner), tardant même à désigner notre tête de liste (William Roger fort logiquement, mais son nom n'a pas été communiqué avant janvier).

Par contre, cela a eu au final un effet positif en renforçant notre caractère populaire et de liste constituée de simples citoyens qui relèvent la tête et s'engagent pour la première fois, permettant de faire de notre campagne une école d'éducation populaire. A l'arrivée,

A l'arrivée, la liste fait 4%, ce qui est ressenti sur place, notamment par les observateurs, comme une belle réussite, tellement tout le monde donnait peu cher de notre peau au début. Pour comparaison, le PCF/Front de Gauche à Tourcoing faisait 5,3% aux législatives de juin 2012. Surtout, cela a permis de lancer une dynamique qui se prolonge aujourd'hui : pour la première fois à Tourcoing (qui est tout de même une ville de 93 000 habitants, la 3^{ème} ville de la Région Nord Pas-de-Calais) un collectif militant, avec une base populaire, est constitué ! Collectif ouvert, portant le nom de « Front de résistance populaire de gauche », il se présente à la fois comme l'expression locale vivante du Front de gauche (attirant de nouveaux militants du PCF), tout en acceptant les adhésions individuelles, afin de mettre en mouvement concrètement et de politiser de nouvelles personnes qui trouvent là leur premier engagement ; un « front populaire » qui refuse la logique du cartel et dans lequel chaque militant compte pour un. La Coordination Communiste s'engage pleinement dans cette expérience nouvelle. Une expérience qui doit aussi être observée de près, afin d'en tirer d'éventuels enseignements pour les autres villes.

Mansour Nechaf, un ancien abstentionniste s'engage!

Mansour, 36 ans, facteur à Tourcoing, s'est engagé activement sur la liste « Front de Résistance Populaire de Gauche » menée par William ROGER à Tourcoing. Il répond à nos ques-

Chantiers : Pourquoi tu t'es engagé sur cette liste pour les élections municipales ?

Mansour : Je me suis engagé sur cette liste parce qu'elle me représentait, j'avais l'impression qu'elle me représentait beaucoup plus que ce que j'avais vu jusqu'à présent. J'avais l'impression de m'investir et c'est ce qui m'a donné envie de faire partie de ce collectif et d'essayer de faire bouger les choses.

Chantiers : Tu es arrivé parce que tu as rencontré des gens que tu connaissais ?

Mansour : J'ai rencontré un monsieur, un militant, dont je suis par ailleurs le facteur, qui m'a parlé de ce collectif. Je lui ai expliqué que je le soutenais, que s'il avait besoin je pouvais participer; et il m'a expliqué que c'était un groupe ouvert, ouvert à tous, et c'est exactement ce que je cherchais donc c'est pour ça que je me suis investi.

Chantiers : Sur le plan politique, c'était ton premier engagement ?

Mansour : Oui, j'avais jamais voté, jamais soutenu aucun candidat. Parce que j'étais pas reconnu, je me sentais pas représenté. Tout simplement. Là, ça a été mon premier engagement et ça m'a ouvert une vision sur l'avenir, qu'on peut changer l'avenir,... que la personne doit bouger elle-même, par elle-même, si elle veut vraiment bouger les choses.

Chantiers : Lors des présidentielles en 2012, une candidature comme celle de Mélenchon, ça ne te parlait pas ?

Mansour : Non j'étais pas très mélancoliste parce que Mélenchon je le soutenais pas sur certaines positions, par exemple quand il parlait de Cuba... mais c'est vrai que j'ai certains colistiers qui aujourd'hui m'ont ouvert les yeux, notamment avec des livres, donc j'ai changé mon opinion. Mais c'est vrai qu'avant j'avais un manque d'informations sur Mélenchon. Et puis il était loin de moi, c'était trop loin, c'est pas comme pour une élection municipale où tu peux discuter avec des gens qui sont plus ou moins tendance Mélenchon et qui partagent tes idées.

Chantiers : Comment s'est passée la campagne ? Qu'est-ce qui t'a plu ?

Mansour : C'est le fait que nous étions des gens simples, et qu'on n'avait pas de partis

politiques, qu'on n'avait pas les moyens donc qu'on faisait tout par nous-mêmes, aussi bien nos tracts que les collages d'affiche. On était vraiment solidaires, on était un collectif. Ce qui m'a plu, c'est toute cette énergie pour le bien commun.

Chantiers : Tu as fait des porte-à-porte ?

Mansour : Oui, cela a été ma plus belle et plus douloureuse expérience dans cette campagne. Le contact, je connais, mais là être vraiment à l'écoute des problèmes des gens c'était difficile. Moi je suis émotif et le soir souvent je pleurais en me rappelant ces moments de galère vécus au quotidien, par exemple de cet homme, un de nos aînés, resté 4 années sans gaz à cause d'une erreur d'un technicien qui avait coupé le mauvais compteur et qu'une assistance sociale n'a pas su orienter. Pour info, 10 minutes de notre temps le lendemain, nous a permis de remettre tout en ordre. J'ai aimé l'accueil des gens à notre égard, intéressé par nos idées mais trop déçus des scrutins en général et n'y croyant plus. Le soir du 1er tour en apprenant le résultat j'étais triste pour tous ces gens qui resteront malheureusement encore dans la galère.

Chantiers : Quel est ton bilan de cette campagne municipale à Tourcoing ?

Mansour : Au début j'étais très déçu parce que j'avais pensé vraiment qu'on allait faire un score, qu'on allait casser la baraque, parce qu'il y a vraiment un ras-le-bol et qu'on aurait pu imposer nos idées. Mais après on m'a remonté le moral en m'expli-



Mansour l'infatigable (à gauche) lors de la manifestation du premier mai à Tourcoing, avec son badge « Résistance Populaire »

quant que c'était une très bonne chose. C'est vrai que je suis novice en politique... Nous, on n'est pas des politiques, on est des gens de tous les jours, qui vivons les problèmes tous les jours donc on connaît pas tout ça ; et on m'a donc expliqué que c'était très bien parce qu'on parlait de rien, de quelques personnes au début puis de 53 noms pour la liste, et au final 1107 personnes qui ont votées pour nous, 4%. C'est pas négligeable, c'est un bon départ.

Chantiers : Comment tu vois, pour toi, la suite de ton engagement ?

Mansour : La suite, c'est par le biais de l'association « front de résistance populaire de gauche » qu'on a créée, et on va harceler la mairie en place, on va continuer pour les prochains scrutins, on va essayer de se faire mieux connaître, se faire entendre, et on va peser pour changer le quotidien, notre quotidien. Le collectif m'a réellement donné de l'espoir et m'a fait connaître des gens différents de ceux que je fréquentais, des gens avec des vécus et des expériences différentes de tous horizons. J'aime ce monde, je pensais que cela n'existait plus. Voilà pourquoi je crois à 1000% à la poursuite du Front de résistance populaire de gauche !



Et à Strasbourg, la ville la plus « européenne » de France ?

La campagne des élections municipales à Strasbourg a été menée par un Front de Gauche composé du Parti Communiste Français (PCF), du Parti de Gauche (PG), du Cercle Communiste d'Alsace (CCA), du Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), de Femmes Egalité, de la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), de la Gauche Anticapitaliste (GA) et de la Gauche Unitaire (GU).

De nombreuses réunions ont été nécessaires pour composer les dix premières places de la liste, ainsi que les accords financiers et les modalités d'action entre organisations. L'unité à ce niveau a été un combat pour obtenir un consensus, et c'est aussi à ce niveau qu'on apprend politiquement en tant que militants.

Le CCA était présent avec la 9^e place (Dominique Haquette) et la 41^e place (Matthieu Seeburger).

Bien sur la campagne ne fut pas aussi massive et offensive qu'en 2012, mais des tractages, des porte-à-porte, des collages d'affiches ont été effectués régulièrement dans différents quartiers de Strasbourg.

Le CCA y a participé bien sur à la hauteur de ses moyens militants. Nous avons pu maintenir notre présence dans les quartiers populaires que nous visitons régulièrement (Hautepierre, Neuhof).

Un programme municipal vraiment à gauche, intervenant dans la lutte de classe, c'est possible!

Une lutte suivie par le CCA à Strasbourg...

Usine d'incinération des déchets scandaleusement vétuste et dangereuse, pour les travailleurs et pour les habitants, gérée par le privé...

L'usine d'incinération de Strasbourg doit être municipalisée et mise sous contrôle des salariés et de la population !

Retirons la Délégation de Service Public à l'entreprise Séché qui se croit au dessus des lois!

On ne peut jouer comme ça avec la santé des gens, des salariés, des habitants et polluer notre environnement dans l'impunité. Tout ça pour faire toujours plus de profit!

Le groupe Séché ne doit plus gérer nos déchets !



Ces actions nous ont permis de travailler avec les militants notamment du PCF et du PG. Ce renforcement des liens entre militants de différentes organisations est très positif, et c'est un objectif à part entière de notre participation à la liste.

Il faut noter qu'à de rares exceptions près, les autres organisations ne se côtoient pas autant que nécessaire. Les actions prévues par une organisation ne sont effectuées que par ses membres, avec peu de participation des militants des autres organisations. Cela malgré une organisation des actions la plus collective possible.

Il a fallu lutter contre les vieux réflexes de ralliement à la sociale démocratie.

La campagne s'est clôturée par un meeting avec la présence de Jean-Luc Mélenchon (PG), Patrick Le Hyaric (PCF) et Ana Azaria (Femmes Egalité). Ce meeting fut une réussite. La salle était comble et le CCA a pu faire des contacts et vendre de nombreux livres et journaux sur son stand.

Le résultat (3,96% soit 2800 voix) est bien sûr en deçà de nos espérances, et contraignant puisque les frais de campagne ne sont pas remboursés. Cependant ces résultats sont relativement satisfaisants et sont surtout intéressants en cela qu'ils permettent une analyse de l'action du FdG67.

Le CCA analyse les résultats comme suit :

1) L'étude des scores par bureau de vote montre que les scores du FdG suivent ceux du PS : quand le PS chute, le FdG chute d'autant plus, quand le PS monte, le FdG monte aussi. Le FG est donc encore perçu comme un supplétif du PS par des électeurs qui n'ont pas encore rompu avec la social-démocratie libé-

rale et l'adhésion aux illusions pro-européennes.

2) L'abstention est le phénomène majeur. 50,6% sur l'ensemble de Strasbourg, de 60% à 70% dans les quartiers populaires (y compris ceux où la présence du FdG67 a été importante et régulière). C'est une abstention de gauche qui marque un désespoir politique. La responsabilité en revient très largement au PS qui, en menant peu ou prou la même politique que l'UMP, pousse la population à l'abstention ou vers le FN (montré par les médias comme "antisystème"). Notre travail est donc d'amener le FG à se dissocier totalement du PS. Nous devons aussi pousser le FG à revoir ses positions sur l'euro et l'Union Européenne. Fort de ces positions clairement anticapitalistes, le FdG pourra être perçu par la population comme la réelle et sérieuse alternative "antisystème".

Nous notons avec satisfaction que ces questions de sortie de l'euro et de l'UE progressent au sein du FdG.

Au final, nous sommes relativement satisfaits de cette campagne qui a permis d'assurer la présence du CCA dans la politique locale (les autres organisations du FdG67 ne contestent pas notre présence et nos analyses sont écoutées et reconnues). Nous avons aussi pu développer des liens avec des militants du PCF, du PG, ce qui est un pas important vers de futures actions réellement communes.

Et maintenant, nous menons la réflexion sur la question européenne et nous travaillons à pousser le FdG67 à un soutien vigoureux des entreprises en lutte à Strasbourg. Actuellement, c'est Sénerval (usine d'incinération) qui est en grève depuis plusieurs semaines.



A Lille, une liste indépendante du PS pour la première fois!

Dès le mois de septembre 2013, la dynamique est lancée avec des militants de la Coordination Communiste, du PCF, du Parti de Gauche, de la Gauche Unitaire tout d'abord autour de la construction du programme. Cela permet de travailler à une déclinaison locale du programme national « l'Humain d'Abord ». En même temps, la recherche des candidats débute avec un double souci, celui de respecter les organisations constituantes du front de gauche mais aussi de représenter les classes populaires et les différents milieux militants lillois. Ainsi, des syndicalistes, des militants des sans-papiers, internationalistes, notamment en faveur de la Palestine sont sollicités. De même, des habitants de Lille Sud, de Fives sont présents sur la liste, ancrant celle-ci dans une dynamique populaire, dans un véritable esprit front de gauche. Cette dynamique se retrouve lors du lancement des portes à portes à Lille-Sud, Wazemmes, Fives, Moulins,



Béatrice Thellier, notre camarade de la Coordination en 6ème position sur la liste L'Humain d'Abord aux municipales

Saint-Maurice pour présenter notre programme dans les quartiers les moins favorisés de Lille. Cette confrontation avec le vécu réel des travailleurs, avec ou sans-emploi, et de leurs familles permet de saisir la portée de notre liste anti-austéritaire avec des revendications phares sur la gratuité des transports ou des premiers mètres cubes d'eau : face à un gouvernement au service des grands patrons et des banquiers nos propositions sont favorablement accueillies.

Ce travail de terrain permet le rapprochement entre des militants venant d'horizons diversifiés. L'apogée de cette campagne est le meeting qui se tient à la salle du Gymnase à Lille 4 jours avant le premier tour avec un succès tel que des participants sont debout dans le fond de la salle pour écouter les intervenants et groupes musicaux qui se succèdent.

Néanmoins, les résultats du premier tour, 6, 16%, sont, dans ce cadre, décevants pour un grand nombre de militants. Mais ils sont à mesurer à l'aune du poids clientéliste du parti socialiste à Lille et à observer bureau par bureau. En effet, à Lille-Sud, Moulins et Wazemmes, où nous avons déjà fait campagne au moment des présidentielles et des législatives, les scores tournent plus facilement autour de 10%. Ces résultats traduisent le refus d'une politique qui enfonce toujours les plus fragiles, politique menée par le gouvernement et dans laquelle s'inscrit Martine Aubry. Cela lui coûte plus de 7000 voix au premier tour et plus de 6000 voix au second ! La réalité, c'est qu'elle est élue avec à peine 24% de voix ! Alors, certes, aucun élu à Lille, mais le Front de gauche a désormais toute



Les candidats et militants du FdG Lille à l'offensive dans le quartier populaire de Wazemmes!

latitude pour continuer à porter sur le terrain l'ensemble des revendications de la campagne. Cette rupture avec le parti socialiste est approuvée par de nombreux colistiers !

En effet, à l'issue de ces élections municipales, l'enjeu est double pour le Front de gauche à Lille. D'une part, il s'agit de poursuivre la dynamique du Front de Gauche et de sortir définitivement du cartel inter organisationnel qui en faisait jusqu'alors office. Que ce soit dans les campagnes nationales contre les pactes de responsabilité et de stabilité ou locales pour les transports gratuits, la régie publique de l'eau,... C'est cette unité qui nous rendra plus fort. D'autre part, il s'agit de développer un véritable travail d'éducation populaire dans les quartiers pour contribuer à semer l'esprit de résistance nécessaire pour lutter à tous les échelons contre les destructrices politiques libérales qui pavent la voie au Front National. C'est ce qui permettra la victoire de l'Humain d'Abord à Lille.

Front de Gauche : L'avenir est à l'indépendance et la démarcation **ANALYSE** d'avec les sociaux-libéraux que sont le PS et EELV !

Les renoncements à de véritables politiques anti-libérales par les sociaux-démocrates du PS ont été de nombreuses fois sanctionnées (notamment en 1986 et 2002...) par les couches populaires. La poursuite et le renforcement de la politique euraustéritaire sous une étiquette de « gauche » ont abouti à une véritable débâcle. La démobilisation politique notamment électorale des couches populaires n'a jamais été aussi forte, quand elles ne votent pas pour leurs pires ennemis, le FN, par dégoût de ceux qui les ont trop souvent trahis, la sanction abstentionniste a été renforcée par celle des couches moyennes précarisées. Les reports de voix entre les 2 tours n'ont jamais été aussi mauvais, les électeurs du Front de Gauche refusant pour une grande part désormais de voter pour le parti félon qu'est le PS. Cette sanction a profité, par défaut, aux partis ouvertement de droite, mais c'est bel et bien cette politique anti-sociale de droite qui a été sanctionnée. La nomination de Valls vient tout simplement confirmer que l'« union de la

gauche » ne sert qu'à empêcher l'émergence d'une alternative anti-libérale au programme commun PS et droite dicté par l'UE.

Il faut en finir avec l'alliance stratégique avec le PS qui a « plumé la volaille communiste ». Il est plus que temps lorsque l'on regarde les conséquences idéologiques et politiques désastreuses de cette union. En effet, à la naissance du « programme commun » le PCF était encore fort de l'organisation de vastes fractions de la classe ouvrière et il existait de vastes forces de progrès combattives. Cette union a en particulier survalorisée, ce qui est une tradition social-démocrate, le rôle des élus, a conduit à l'abandon des valeurs, principes, analyses de classe, de la démocratie fondée sur le contrôle des militants prolétaires sur les élus et le centralisme démocratique et au renoncement à la lutte idéologique contre les courants opportunistes du mouvement ouvrier. Un exemple particulièrement important est « l'euroconstructivisme » actuel du PCF pour lequel la participation au gouver-

nement de « gauche plurielle » a été décisive (cf. livre d'Aurélien Bernier en note de lecture). Ces abandons ont fortement contribué à la désorganisation des couches populaires, pour exemple la lutte avortée sur les retraites de 2010 sous prétexte de régler cette question en 2012 !.., et ont laissé le terrain libre à la lepenisation des esprits sous l'impulsion du FN, dont Mitterrand et le PS puis Sarkozy et Valls ont un rôle majeur dans son développement. Cette union a donc abouti à la faiblesse organique, politique et idéologique actuelle face aux politiques menées par ce gouvernement aux ordres exclusifs du MEDEF, du CAC40, des banques et de Bruxelles.

Les forces de progrès, dont le Front de Gauche, se retrouvent devant l'immense tâche de reconstruire un front unissant les couches populaires, mais aussi moyennes, capable de contrer les politiques libérales, ce qui est indispensable pour faire reculer le fascisme montant.

C'est cela que le PS veut contrer en poussant à la division de la « gauche de la gauche » contre la tactique juste qui consiste à rassembler dans les luttes et dans les élections sur des bases antilibérales et antifascistes tous les mécontents de « gauche ».

Cette tâche du moment n'est certes pas facile à réaliser

D'une part, les progressistes sincères ne peuvent ainsi pas négliger la très grande méfiance qui traverse les couches populaires du fait des nombreuses trahisons successives en particulier du PS mais aussi des « Verts ». Les résultats des élections municipales des listes EELV-FdG, ne doivent pas faire oublier que les voix qui se sont « additionnées » sont celles de ceux qui votent encore et qui se sont rejoints dans une opposition de « gauche » au gouvernement. Les quelques signes d'insatisfaction qu'a pu émettre EELV, ainsi que le pic de pollution et l'opération de Greenpeace sur la centrale nucléaire ont pu leur suffire, mais peuvent paraître dérisoires à ceux qui souffrent le plus et qui ne votent plus, comme en moyenne 70 % des ouvriers. Pour notre part nous ne pensons pas que nous regagnerons leur confiance avec ce type d'alliances qui brouillent la démarcation indispensable entre anti-libéraux et libéraux, entre tenants du NON et du OUI au TCE. Ce dont on a besoin

stratégiquement c'est la construction politique du camp antilibéral et antifasciste du NON victorieux au TCE. Les alliances avec le PS ont, pour leur part, été largement sanctionnées tellement ce parti est tenu, à raison, comme principal responsable des coups qui sont portés aux travailleurs.

D'autre part, il faut peser le rôle capital de la construction européenne dans la menée des politiques réactionnaires. Les plans imposés à la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, Chypre, etc., le soutien aux menées guerrières néocoloniales françaises en Afrique, le récent soutien de l'UE aux fascistes ukrainiens illustrent à quel point celle-ci permet de pratiquer ce qui serait refusé par les peuples autrement. Or, c'est ce point fondamental qui différencie le Front de Gauche qui regroupe l'essentiel des forces progressistes qui ont lutté contre les traités européens, en particulier la victoire du non de 2005. Or, si ces forces ont eu le mérite de porter ces combats elles ont, notamment par refus de la rupture concrète avec l'euro et l'UE mais également en ne faisant pas le lien permanent entre la dénonciation des mesures antisociales et antidémocratiques et l'UE, laissé au FN la colère contre cette UE de malheur. Continuer voire renforcer des alliances avec des forces européennes comme le sont le PS et EELV éloigne-

rait le Front de Gauche de la majorité des abstentionnistes ouvriers et employés qui exècrent, à juste titre, l'UE et faciliterait la démagogie du FN.

Ainsi, même si des alliances tactiques larges dans certaines luttes (contre le pacte de responsabilité/stabilité/confiance, contre le TAF-TA, Notre Dame des Landes, la fermeture des centrales nucléaires désuètes, ...) sont nécessaires, il est plus qu'urgent de construire l'alliance stratégique des forces antilibérales et antifascistes par la mise en place des comités de base dans lesquels les partis et organisations ont toute leur place mais pas toute la place. Le Front de Gauche doit tourner son activité vers le relais et le soutien des luttes des travailleurs et des couches populaires. Le cartel électoral qu'incarne encore trop le Front de Gauche doit devenir un véritable front populaire contre le libéralisme, le fascisme et la guerre.

C'est de ce front, qui ne pourra se construire que sans et contre les eurocrates sociaux-libéraux et Verts, qu'ont réellement besoin les travailleurs, les couches populaires et moyennes pour stopper puis vaincre l'offensive dévastatrice du capitalisme en crise. Voilà pourquoi les communistes dans et hors du PCF doivent y prendre toute leur place.

NOTE DE LECTURE

« LA GAUCHE RADICALE ET SES TABOUS »

ou *Pourquoi le Front de Gauche échoue face au Front National*
d'Aurélien Bernier, édition du Seuil - Essai disponible dans la librairie militante du Cercle Henri Barbusse

Articuler deux nécessités politiques de l'opposition de gauche en France : Construire un Front Populaire antilibéral antifasciste et sortir de l'Euro et de l'Europe

Les élections européennes 2014 sont un révélateur des contradictions internes au Front de Gauche, contradictions dont profite le FN depuis plusieurs décennies, comme le démontre l'auteur, chiffres à l'appui. C'est en effet une capitulation idéologique par étape pour le PCF puis dans une certaine mesure pour le FdG (traduction politique du NON de gauche au TCE de 2005, mais qui est né à l'occasion d'une élection européenne en 2009 !), des campagnes du PCF contre la Communauté Economique Européenne pro-USA et antisoviétique à « l'Eurocommunisme », des campagnes du NON à Maastricht (1992) et au TCE (2005) au 36^{ème} Congrès du PCF (2013) qui entérine toutes les supercheries sociales-démocrates sur « l'Europe sociale » à construire...

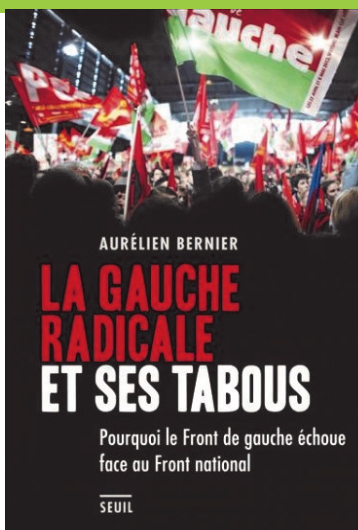
C'est sur le terrain de ces abandons, celui de la **souveraineté nationale** (c'est-à-dire de la possibilité de décider soi-même donc d'installer une démocratie là où sévissent les diktats de Bruxelles), celui du **protectionnisme** (qui permet à l'industrie, à l'emploi de se maintenir avec des garanties sociales décentes, contre la barbarie du libre-échange capitaliste), celui de la **sortie de l'UE**, condition d'une réelle alternative

contre les visées impérialistes de Bruxelles et Washington.

Pendant ce temps la propagande fasciste du FN se déguise, elle qui fut dès l'origine (et objectivement encore aujourd'hui évidemment) pro-européenne, pro-capitaliste libéral, et impérialiste.

Cet essai revient sur les étapes de ce reflux idéologique des forces de gauche concomitant à un affaiblissement des mouvements ouvriers et aux conditions objectives, notamment celle de la crise, favorables à leur fascisation.

La démonstration des pertes électorales des uns, des gains électoraux des autres est implacable. Mais l'essai ne dresse pas du paysage politique français un tableau apocalyptique pour autant, car au-delà des insuffisances du Front de Gauche, c'est bien lorsque celui-ci retrouve ses revendications historiques de souveraineté nationale et de résistance à l'impérialisme européen (et donc y compris l'impérialisme français) qu'il gagne l'adhésion populaire.



C'est donc un essai propre à corriger le Front de Gauche, seul outil actuel sérieux pour s'opposer au libéralisme barbare et fascisant, plutôt qu'à le déconsidérer définitivement. A ce titre, il traduit non seulement le travail théorique de plus en plus important d'intellectuels proches du FdG et néanmoins favorables à la sortie de l'Euro (comme le sont Aurélien Bernier,

mais aussi Frédéric Lordon, Jacques Sapir, etc.):

D'une certaine manière il traduit également la ligne sur laquelle s'est fondé notre RCC – Rassemblement des Cercles Communistes – à savoir articuler dialectiquement la nécessité de construire un Front Populaire de Gauche (sur la base de l'existant donc du FdG actuel) et nécessité de sortir de l'Union Européenne pour résister à la crise du capital et aux politiques d'austérité imposées par les impérialismes occidentaux.

HALTE AUX MENEES CRIMINELLES DE L'IMPERIALISME YANKEE AU VENEZUELA ! TOUS SOLIDAIRES DE LA REVOLUTION BOLIVARIENNE !

Tel est le mot d'ordre de l'espace Internationaliste de la fête de *l'Humain d'Abord* qui se tenait les 17 et 18 mai à Avion dans le Pas de Calais. Il faut saluer ici la volonté de la Fédération du Parti Communiste du 62, organisatrice de cette fête, qui a ainsi décidé de s'impliquer dans la défense de la révolution bolivarienne en cours au Venezuela.

Cette démarche, soutenue par l'Association France Cuba, la Coordination Communiste 59/62 et le Cercle Henri Barbusse, s'inscrit dans le mouvement mondial de solidarité avec la Révolution Bolivarienne. Ce mouvement a été lancé le dimanche 8 décembre dernier, à l'espace Miguel Angel à Paris à l'occasion d'un hommage rendu à Hugo Chavez, décédé en mars 2013, organisé par l'Ambassade du Venezuela à Paris.

Ce jour là, jour des élections municipales au Venezuela, le nouvel ambassadeur de la république bolivarienne tout juste arrivé à Paris, Hector Michel Mujica, lançait un appel international pour soutenir le processus révolutionnaire dans son pays et rétablir la vérité face aux mensonges véhiculés par la majorité des médias occidentaux et vénézuéliens aux mains de l'opposition. Depuis ces élections, qui ont été un succès pour Nicolas MADURO, successeur d'Hugo Chavez, et pour les partis qui le soutiennent, une partie de la droite vénézuélienne qui ne veut pas attendre les prochaines élections, a recouru à la violence ! Dans l'opposition vénézuélienne, on assiste à une montée en puissance de dirigeants fascistes qui tentent d'évincer le président élu entremêlant manifestations de rue et méthodes violentes, stratégie connue sous le nom de « *salida* » (sortie).

De passage à Paris le 23 avril dernier, Elias Java, ministre des affaires étrangères du gouvernement Maduro, a déclaré devant la presse que cette violence est l'expression d'une « haine de classe » de la part d'une opposition qui n'admet pas que des enfants de paysans puissent avoir accès au savoir, à l'éducation gratuite. En effet, les études y sont gratuites (y compris transports et repas) de la maternelle à l'université, le Venezuela est le 5^{ème} mondial pour le pourcentage de personnes inscrites dans l'enseignement supérieur (2^{ème} en Amérique Latine après Cuba). La massification, le nombre d'inscrits à l'université est en effet passé de 862 862 en 2000 à 2 629 312 en 2013, des étudiants est donc le résultat d'une véritable démocratisation de l'accès à l'enseignement ce que la France n'a toujours pas réussi plus de 2 siècles après *Les Lumières*. C'est un des aspects que nos médias bourgeois ne peuvent révéler tout comme ils ne peuvent dévoiler que les manifestants étudiants proviennent des classes aisées, car ils savent que l'équiva-

lent d'un mouvement des étudiants venant de Neuilly, Palaiseau, St Cloud, MonteCarlo... remplis de haine de classe contre des pauvres « *envahissant leurs universités* » ne recevrait que le mépris qu'ils méritent. De même nos grands médias masquent le sabotage économique auquel se livre la bourgeoisie vénézuélienne. En effet il est plus que démontré que des stocks de produits sont camouflés par certains patrons et commerçants provoquant des pénuries artificielles et une sur-inflation grâce à laquelle ils réalisent des sur profits crapuleux sur les quelques produits mis en vente. La volonté est d'encourager la colère contre le gouvernement alors que celui-ci mène un combat réel contre ces comportements mafieux. Mais le plus grand mensonge est l'attribution de la violence aux chavistes !

Or, parmi les 41 morts recensés lors des manifestations, 3 seulement sont attribués aux fonctionnaires de police, qui ont d'ailleurs été arrêtés, les autres sont tombés sous les balles et les coups de l'opposition. « *La droite dure n'accepte pas que le peuple ait opté pour le socialisme et tente de remettre en cause ce choix en recourant à la violence* » a tenu à préciser Elias Java. Un choix qui a pourtant permis de récupérer les recettes pétrolières, d'éradiquer la famine, de généraliser le droit à la sécurité sociale, de réduire la journée de travail, de baisser l'âge de départ à la retraite. Question inévitable, le parallèle avec l'Ukraine permet à Elias Java de rappeler le contexte : les ressources considérables en hydrocarbures, le rôle du Venezuela en faveur d'une Amérique latine souveraine, ses relations avec la Chine, la Russie, l'Iran et sa coopération avec Cuba, autant de facteurs qui expliquent le soutien sans réserve des Etats-Unis à l'opposition !

LES USA JOUENT-ILS UN ROLE DANS CES TROUBLES VIOLENTS ?

L'ingérence étas-unienne au Venezuela obéit à la logique propre du pouvoir US global, planétaire, même en déclin, il serait absurde de penser qu'il va rester les bras croisés face à un pays qui possède aujourd'hui les plus grosses réserves de pétrole de la planète, supérieures à celles de l'Arabie Saoudite, et situées à peu de jours de navigation de son grand centre récepteur de pétrole importé, Houston. Les Etats-Unis s'immiscent en permanence dans les affaires de tous les pays, avec une intensité variable en fonction de leur signification géopolitique globale.

Pour intervenir dans ces pays, les Etats-Unis comptent un grand nombre d'agences et d'institutions publiques, semi-publiques ou privées, articulées autour des priorités de Washington. La CIA est la plus connue mais pas la seule ; le Fond National pour la Démocratie (National Endowment for Demo-

CENTRAFRIQUE

20 ANS APRES LE GENOCIDE AU RWANDA, VERS LA PARTITION ORCHESTREE PAR LA FRANCAFRIC !

Dès que furent acceptés des investissements chinois de prospection et d'exploitation de minerais, notamment le pétrole, la « Séléka », bandes armées soutenues par le président Idriss Déby du Tchad, s'est abattue sur Bangui la capitale pour chasser le gouvernement Bozizé. Le Tchad, pays pétrolier, ne veut surtout pas un « nouveau concurrent » producteur de pétrole. Une fois mis en place le gouvernement Djotodia, le pays entrait dans une nouvelle phase d'instabilité avec l'entrée en scène des « Anti-balakat ». La Françafric se débarrassa du gênant Djotodia pour installer Cette déstabilisation orchestrée par la françafric est ramenée par les médiemensonges à des affrontements armés entre « Séléka » et « Anti-balakat », entre « musulmans » et « chrétiens », entre « nordistes » et « sudistes ». Ce scénario n'est pas nouveau, il fut à l'origine du séparatisme entre le Nord Soudan « musulman et arabe » et le Sud Soudan « chrétien et noir » décidé par les USA pour contrer encore une fois les investissements chinois dans la production de pétrole. Mais comme on le voit maintenant au Soudan le séparatisme apatride des bourgeoisies locales soumises à l'impérialisme a ouvert la voie au conflit armé politique et ethniciste au sein même du sud Soudan.

En fait les impérialismes Usafricain, Eurafricain et Françafricain en crise ont pour stratégie la désintégration des Etats Nations ou multinationaux pour préserver leur domination mondiale par le contrôle des matières premières de micro-Etats. C'est aussi le scénario qui menace la RDC avec les agressions à répétitions par soi-disant rebelles du Rwanda derrière lequel sont tapies des multinationales US, la Libye aux mains des djihadistes alliés de l'OTAN pour tuer Kadhafi et même le Mali où le MNLA séparatiste est adoué par l'impérialisme Français.

Rappelons que la balkanisation avait été une stratégie pour s'offrir des vastes territoires des empires coloniaux au 19^{ème} siècle, puis les scinder en « micro-Etats » avant les indépendances des années 60. Mais c'est Lénine qui mieux que quiconque décrit ce que produit l'actuelle re-mondialisation du capitalisme en crise quand il disait lors de la première guerre mondiale impérialiste en 1915 que « *l'impérialisme a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme ou bien à subir pendant des années et même dizaines d'années la lutte armée des grandes puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature* » (Le socialisme et la guerre). Voilà pourquoi il devient urgent que les luttes de classe dans les pays impérialistes et les luttes nationales des pays dominés se rejoignent pour former le front uni internationaliste qui brisera l'exploitation de classe des travailleurs et l'oppression nationale des peuples.

cacy, NED) est un des fers de lance de cette campagne mondiale. Dans le rapport annuel de la NED de 2012, il apparaît que la NED a destiné cette année-là 1,3 millions de dollars à des organisations et projets au Venezuela dans des domaines comme « la responsabilité gouvernementale, l'éducation civique, les idées et valeurs démocratiques, la liberté d'information, les droits humains » et d'autres du même style. Cette même année, la NED a consacré 465 000 dollars pour corrompre le mouvement ouvrier en Amérique Latine pendant que l'Institut Républicain National Démocrate pour les affaires extérieures contribuait pour 750 000 dollars. Un calcul fait par Eva Golinger, avocate et spécialiste de la relation Etats-Unis – Venezuela, démontre que depuis 2002 les Etats-Unis ont transféré, par l'intermédiaire de leurs diverses agences et institutions « promotrices de la démocratie et de la société civile » plus de 100 millions de dollars pour appuyer les activités de l'opposition au gouvernement bolivarien. Tout cela en violation de la loi en vigueur au Venezuela, comme celle propre aux Etats-Unis sur leur territoire, où il est absolument interdit que des organisations de pays tiers financent des partis ou des candidats aux élections qui se tiennent dans ce pays. Mais le mensonge et le double discours sont des dispositifs essentiels pour la survie de la domination impérialiste US. Ceci fut précocement mis en évidence par Simon Bolivar, qui avec son exceptionnelle clairvoyance affirma : « ils nous dominent plus par l'ignorance que par la force ».

LA SOLIDARITE AVEC LE VENEZUELA EST-ELLE A LA HAUTEUR REQUISE ?

C'est la question que pose Jean Ortiz, maître de conférence à l'Université de Pau. Il y apporte quelques réponses : La révolution bolivarienne n'est pas un accident mais le fruit d'une histoire nationale. La révolution vénézuélienne n'est pas arrivée « par l'Armée Rouge » ni avec « la guérilla cubaine ». Elle constitue un processus unique, original et endogène. Le Commandant Chavez et le mouvement populaire se sont radicalisés dans une relation dialectique d'interaction, notamment à cause de l'hostilité

de Washington (comme à Cuba en 1959 et 1960) et des manœuvres déstabilisatrices orchestrées ou soutenues par le grand voisin du Nord. La révolution bolivarienne s'appuie sur la bataille d'idées, la mobilisation et l'implication permanentes du peuple dans les conseils communaux, les « communes socialistes », la socialisation.

Alors pourquoi la question vénézuélienne est-elle si paralysante pour la plupart des occidentaux ? Force est de constater que la solidarité avec une révolution menacée quotidiennement par le plus puissant des impérialismes n'est pas à la hauteur de la stratégie putschiste de l'opposition, pressée d'en découdre par la violence, sans respect du calendrier électoral et des Etats-Unis impatients de remettre la main sur les immenses réserves pétrolières du Venezuela. La solidarité internationaliste suppose une attitude généreuse, ouverte, lucide, voire critique, tout en évitant de donner des leçons à ceux qui font l'histoire.

L'Europe et ses partis progressistes ne sont plus le nombril du monde, ni une référence pour nos camarades latino-américains. Nous avons à apprendre des expériences de transformations sociales qui se mènent au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, à Cuba.

A Caracas, à La Paz, à Quito, à La Havane se joue la possibilité de changer la vie et le monde. Cela suppose de notre part une solidarité politique et concrète allant au-delà des communiqués et des bonnes intentions.

Quittons Jean Ortiz pour prendre connaissance de l'opinion d'un autre connaisseur de l'Amérique Latine, en l'occurrence Maurice Lemoine, qui a été directeur du *Monde Diplomatique*.

Concernant la désinformation voire l'enfumage sur les événements récents au Venezuela, dans un courrier au médiateur du journal *Le Monde* daté du 16 avril 2014, Maurice Lemoine dénonce un article paru dans l'édition du 11 mars du Monde intitulé : « *Les vénézuéliens dans l'impasse du chavisme* », le qualifiant de « manipulation grossière de l'information des-

tinée à transmettre une image désastreuse des pays de la région qui, tout en mettant en œuvre des politiques sociales et en réduisant considérablement la pauvreté, ne se soumettant ni aux dogmes néo-libéraux, ni aux desiderata des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de leur excroissance mutuelle, l'Otan ». Sous couvert de soutien au centre gauche, le sens de ce genre de position de la presse occidentale est d'appuyer en sous main la droite, la droite radicale et même l'extrême droite. Une des figures de proue du mouvement « pacifique » et « démocratique » soutenue par *Le Monde* est le dirigeant étudiant Laurent Saleh qui a assisté le 6 juillet 2013 à Bogota, en tant que représentant de « l'opposition vénézuélienne » à une réunion politique organisée par un mouvement fascisant, *l'Alliance Nationaliste pour la liberté*, en présence de Diego Cubillos, *comandante* de *Troisième Force*, une organisation néo-nazie colombienne.

La contre révolution mondiale n'hésite pas à s'appuyer sur les forces fascistes en Amérique Latine comme en Ukraine en ce moment...

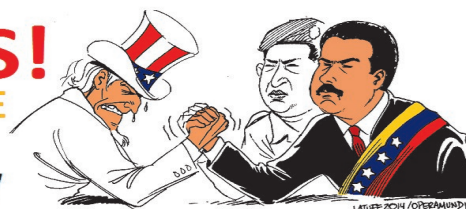
Maurice Lemoine rappelle qu'au début des années 1970, en menant une campagne de haine et de mensonge, le quotidien chilien *El Mercurio* a préparé l'opinion de ce pays au coup d'état qui finalement a bien eu lieu le 11 septembre 1973 contre le président Salvador Allende.

Le danger d'un coup d'état contre Nicolas Maduro existe bel et bien... La stratégie de riposte du président Maduro repose sur le dialogue qu'il a engagé avec la frange modérée de l'opposition. Il semble être en passe de gagner le pari du dialogue national qu'il avait lancé après son élection. Mais le choix de la violence fait par certains dirigeants de l'opposition reste une menace durable contre la démocratie et une forme de sabotage qui cherche à miner toute avancée progressiste.

Dans ces conditions, plus que jamais, soyons nombreux aux côtés du peuple vénézuélien, notre peuple frère !



TOUS SOLIDAIRES!
DE LA REVOLUTION BOLIVARIENNE
Halte aux menées criminelles de l'impérialisme yankee au Venezuela!



La deuxième édition de la Fête de *l'Humain d'Abord* du Front de Gauche, des 17 et 18 mai à Avion (59) a revêtu cette année un caractère internationaliste exceptionnel, avec la présence remarquable sur deux jours de 4 diplomates latino-américains, les Ambassadeurs du Venezuela, de Bolivie, du Nicaragua et le Secrétaire aux affaires politiques de l'Ambassade de Cuba. La délégation vénézuélienne ne comptait pas moins de 8 membres.

Le Cercle Henri Barbusse et le Comité France Cuba Lille Métropole n'ont pas ménagé leurs efforts pour concourir à leur venue et coopérer activement la réussite de ce volet international. Nous avons suggéré entre autre à nos camarades de la Fédér 62 du PC, que pour ce crû 2014, le pays d'Hugo CHAVEZ soit l'invité d'honneur. Ce qui fut acté sans problème.

Le samedi après-midi, un riche débat réunissant nos 4 camarades diplomates, Michel MUJICA, Jean Paul GUEVARA, Ruth TAPIA ROA, Noslen OCAÑA animé par Viktor DEDAJ rédacteur en chef du site *Le Grand Soir*, a réuni plus d'une soixantaine d'ami(e)s. Au centre des discussions, bien entendu l'évolution politique, économique et sociale de chacun de leurs pays, mais surtout l'impérieuse nécessité d'une solidarité mondiale sans faille avec la révolution bolivarienne au Venezuela, qui subit chaque jour les assauts de l'impérialisme yankee. Encore tous nos remerciements au directeur de la Fête Kamel BEN AZOUZ d'avoir permis au CHB d'étaler sans mal ses multiples tables de littérature sous un chapiteau aussi spacieux!

Pour vous abonner, envoyez vos coordonnées accompagnées d'un chèque de 10 euros à l'ordre de la Coordination Communiste - 52 Allée du Lotus Bleu, 59650 V. d'Ascq

